

EST & OUEST

BULLETIN MENSUEL
D'ETUDES ET D'INFORMATIONS
POLITIQUES INTERNATIONALES

B.E.I.P.I.

REDACTION ET ADMINISTRATION
86, Bd HAUSSMANN — 75008 PARIS
Téléphone 387-36-71

SOMMAIRE

La situation de l'Eglise orthodoxe en U.R.S.S.	1	III - La vie religieuse en U.R.S.S.	12
I - La hiérarchie du patriarcat de Moscou	2	a) Statistiques	12
a) Le patriarche	2	b) Les fidèles	14
b) Les évêques	4	c) L'Eglise orthodoxe clandestine « des catacombes »	17
II - Le clergé	7	d) La persécution	18
		Note sur le « reniement » du Père Dimitri Doubko	20

La situation de l'Eglise orthodoxe en U. R. S. S.

EST-ET-OUEST a souvent évoqué l'histoire de l'Eglise orthodoxe sous le régime communiste en Union soviétique, les persécutions qu'elle a subies, l'asservissement d'une partie de son clergé au régime, l'Eglise clandestine, etc... En particulier, l'attention y a été attirée sur le caractère pour le moins suspect de délégués qui, au nom du Patriarcat de Moscou, venaient prendre contact avec les Eglises du monde libre.

Aujourd'hui, l'opinion occidentale est mieux informée. On en a eu la preuve lors de la venue en France, du 9 au 24 novembre 1979, d'une délégation du Patriarcat de Moscou, multipliant les visites et les déclarations. Plusieurs commentateurs ont montré qu'ils savaient à quoi s'en tenir sur la nature du message apporté par ces délégués soviétiques.

Le Progrès (de Lyon) titrait son compte rendu « Un curieux voyage qui pose un certain nombre de questions ». Ces questions étaient énoncées à la fin de l'article. « Qui dans cette affaire donne sa bénédiction à qui? L'Eglise de France à ces

évêques « jureurs » venus du froid? Le patriarche de Moscou aux chrétiens d'Occident? » (*Paul Gravillon. Le Progrès, 15-11-79.*)

De son côté, *La Croix* a publié un commentaire sur la « Sainte Russie et le pouvoir athée » (30-11-79) dont l'auteur — Etienne Borne — concluait « ... nous sommes au temps des otages, et la hiérarchie en Russie (c'est-à-dire en U.R.S.S. Note de A.T.) est l'otage d'un pouvoir totalitaire. Lorsqu'un otage parle, son langage est langage d'otage ». On pourrait citer nombre d'articles inspirés de cette compréhension exacte du fait de la situation religieuse en U.R.S.S.

Il nous semble toutefois qu'une mise au point est opportune, ne serait-ce qu'à cause de la recrudescence des persécutions contre les croyants en U.R.S.S. Elle s'impose aussi à nos yeux du fait que nous est parvenu le texte de la conférence qu'a faite à Moscou, le 15 août 1979, peu de temps avant son arrestation, le prêtre Gleb Yakoumine, devant le « Comité chrétien pour la défense des

croyants en U.R.S.S. » sur « *la situation actuelle de l'Eglise orthodoxe russe et les perspectives de la renaissance religieuse en Russie* ».

Ce document n'a pas encore été publié en Oc-

cident, et nous nous faisons un devoir d'en porter l'essentiel à la connaissance des lecteurs d'*Est-et-Ouest* (1).

E.-et-O.

I. - La Hiérarchie du Patriarcat de Moscou

a. - LE PATRIARCHE

Le patriarche actuel, Sa Béatitude Mgr Pimen (Isvekov) a été élu le 2 juin 1971 et solennellement intronisé le lendemain, en présence de nombreux délégués des diverses confessions chrétiennes venus de l'Occident. L'élection a eu lieu à mains levées. Gleb Yakounine écrit qu'« *en fait, il (le patriarche) a été désigné à la suite d'un accord du Bureau politique du Comité central du parti sur avis du Conseil pour les affaires religieuses et du K.G.B.* ».

Affirmation très vraisemblable, car la carrière du patriarche comporte quelques faits assez étranges.

Né en 1910, il prononça ses vœux monastiques dans un des monastères de la Trinité-Serge, Zagorsk, le 21 septembre 1927. Comment peut-il se faire que les vœux monastiques d'un très jeune homme, mineur, qui n'avait pas accompli son service militaire, aient été acceptés ? Nous avouons l'ignorer. Ce qui est sûr, c'est que l'archevêque Heronime, à l'époque prieur de la Laure, avait pour principe de ne pas accepter les vœux des mineurs ou des jeunes gens qui n'avaient pas encore fait leur service militaire.

Le moine Pimen fut ordonné hiéromoine (c'est-à-dire prêtre-moine) le 12 janvier 1932, et... il devint chef de chorale dans diverses églises de Moscou, fonctions qu'il occupa jusqu'en 1935.

On le retrouve supérieur d'une paroisse à Mourom (localité à 200 km. de Moscou) en 1945. Sa biographie officielle ne dit rien sur ses activités de 1935 à 1945. Comme les années 1930-1937 correspondent à une période de persécution particulièrement sévère, on peut supposer qu'il a été déporté dans un des « goulags » ?

M. A. Rostov, ancien membre de l'Eglise clandestine, qui, après avoir été détenu dans les camps de Solovki, a réussi à gagner l'Occident à la fin de la Deuxième Guerre mondiale (il réside aujourd'hui à Rome où il fut l'un des observateurs de l'Eglise orthodoxe russe hors frontières au Concile Vatican II), affirme que le jeune hiéromoine a travaillé durant la guerre dans un des services de l'Armée rouge qui surveillait les soldats et officiers « peu sûrs » (2). (Le capitaine d'artillerie A. Soljénitsyne n'a-t-il pas été arrêté à la suite de l'interception de ses lettres par un service spécial de l'armée ?).

Le hiéromoine Pimen ne résida que quelques mois à Moscou car son ascension dans la hiérarchie fut des plus rapides. En 1946, il est nommé trésorier du monastère Saint-Elie d'Odesa — résidence d'été du patriarche Alexis. En 1947, il reçoit le titre d'higoumen et il est envoyé à Rostov-sur-le-Don en qualité de secrétaire de l'évêque et membre du Conseil diocésain. L'évêque du lieu était Mgr Serge Larine, une des plus tristes figures de l'épiscopat. En 1949, l'higoumen Pimen est nommé prieur d'un des plus célèbres monastères de Russie, celui de Pscov-Petrchersk. Elevé au rang d'archimandrite, il devient prieur du monastère Saint-Serge-Trinité (Zagorsk). En novembre 1957, il est sacré évêque-vicaire d'Odessa. Six semaines plus tard, le voilà vicaire de Moscou où, en 1960, il devient administrateur de la Chancellerie diocésaine. En 1961, nanti du titre d'archevêque, il est désigné à Toula et devient membre permanent du Synode patriarcal. En novembre 1961, il est nommé à Leningrad avec le titre de métropolite. Il y séjourne deux ans.

Durant cette période, près de la moitié des églises encore ouvertes à Leningrad ont été fermées (v. *Est et Ouest* n° 291 du 1^{er}-15 janvier 1963, page 23) sans que le métropolite se manifestât pour prendre la défense des fidèles. En octobre 1963, le métropolite Pimen est à Moscou avec le titre le plus prestigieux, celui de métropolite de Kroutitzky et Kolomna. En fait, il devient la première personne de l'Eglise orthodoxe russe après le patriarche.

**

A ce poste important, Mgr Pimen a eu à prendre position dans plusieurs affaires au retentissement mondial.

Ce fut d'abord, en 1965, la lettre des prêtres Gleb Yakounine et Nicolas Elischmann au patriarche Alexis et au président du Présidium du Soviet Suprême de l'U.R.S.S. Ils leur avaient écrit pour leur signaler les ingérences

(1) Quand A. Troubnikoff nous a remis cette étude, le rapport de Gleb Yakounine était toujours inédit. Il a paru depuis en français par les soins de *Plamias* n° 54, mai 1980. Cahier édité par l'association Plamia, en collaboration avec le centre d'études russe Saint-Georges à Meudon.

Rappelons tout de suite (on le verra mieux dans le texte) pour qu'il n'y ait pas confusion que Gleb Yakounine est l'un des auteurs d'un autre document sur la situation de l'Eglise orthodoxe russe adressé au Patriarcat et aux autorités de l'U.R.S.S. en 1965. Ce document a été publié sous le titre « *Un cri de désespoir des prêtres de Moscou* », par le Centre Orthodoxe d'Information. Brochure de 104 pages. Quelques exemplaires sont encore disponibles. (*Est-et-Ouest*).

(2) Article de M. Rostov dans « *Notre Pays* » (en russe, Argentine) analysant le *Journal du Patriarcat de Moscou*, n° 12, de 1957 et 6 de 1972.

illégalles du pouvoir dans les affaires intérieures de l'Eglise et pour réclamer l'application stricte de la Constitution de l'U.R.S.S. (3). Le métropolitaine Pimen réagit en faisant connaître, le 13 mai 1966, sa résolution : « *Pour assurer la paix intérieure de l'Eglise... nous estimons nécessaire d'interdire aux deux prêtres de célébrer les Saints Sacrements, et cela jusqu'à ce qu'ils se soient repentis* ».

A cette même époque, le supérieur de la paroisse Saint-Nicolas de Moscou, le très actif prêtre Vsevolod Schpiller, fut menacé par les autorités. Ses paroissiens prirent sa défense, alertèrent l'opinion occidentale et sollicitèrent l'intervention des autorités religieuses. Mais le métropolitaine Pimen ne sut que dire : « *Cela ne dépend pas de moi... Je n'ai pas le droit... C'est au-dessus de mes forces* ».

En 1967, interrogé par le correspondant de plusieurs journaux anglais au sujet de Svetlana Allilouieva, la fille de Staline émigrée aux Etats-Unis, le métropolitaine l'accusa d'immoralité et d'hypocrisie. Et il ajoutait : « *Dans notre pays, il n'y a jamais eu d'obstacles à l'accomplissement du rite religieux par les croyants. Ces obstacles n'existaient pas davantage lorsque Staline se trouvait au pouvoir...* » (A.F.P., le 3 juillet 1967 ; les « *Izvestia* », 2 juillet 1967).

Peu avant son élévation au trône patriarcal, Mgr Pimen reçut une lettre pleine d'amertume de Valery Tchaldizé, membre du Comité pour la défense des droits du citoyen en U.R.S.S. Tchaldizé y exposait qu'étant intervenu auprès de lui, en tant que pasteur et père spirituel placé à la tête de l'Eglise, en faveur des habitants de la ville de Novofominsk qui réclament depuis quarante ans la possibilité d'avoir une église, ce que les autorités locales leur refusaient aussi systématiquement qu'illégalement, il s'était entendu répondre par le secrétaire du métropolitaine, parlant en son nom, que : « *Si les autorités ne donnent pas leur autorisation, c'est que Dieu ne le veut pas et il n'y a pas lieu de donner la bénédiction aux fidèles de Novofominsk pour qu'ils poursuivent leurs démarches* ».

**

Devenu patriarche, Sa Béatitude ne modifia pas ses déclarations officielles. A l' « Agence de presse et information » il déclarait, en février 1976 : « *Je dois dire (et je prends sur moi l'entière responsabilité de mes déclarations) qu'en Union soviétique il n'y a jamais eu un cas de poursuite ou de détention en prison motivé par des convictions religieuses. Je dirais même plus, le droit soviétique ne prévoit pas de punitions pour les convictions religieuses* ». Et le patriarche s'élevait d'une façon catégorique contre les affirmations de la presse occidentale, suivant lesquelles il pouvait y avoir en U.R.S.S. des poursuites pour des raisons d'opinions religieuses.

(3) Voir note 1.

En février 1978, le *Journal du Patriarcat de Moscou* publiait une interview accordée par le patriarche au journal allemand *Freie Welt*. Nous en relevons le passage suivant : « *L'activité sociale et laborieuse des chrétiens orthodoxes de notre pays, ainsi que de tous les croyants de l'Union soviétique s'inspirent des idéaux proclamés il y a soixante ans, lors de l'instauration du pouvoir soviétique en Russie, idéaux grâce auxquels notre pays est devenu... une puissance... douée d'une structure sociale de justice permettant le développement libre et harmonieux, ainsi que le bien-être de tous les citoyens...* ».

Citons encore un extrait d'un message de félicitations à Léonid Brejnev et Alexis Kossyguine à l'occasion du sixantième anniversaire de la Révolution d'Octobre : « *Nous sommes tous exaltés par le sentiment que, dès le premier jour qui a suivi la Révolution, notre Grande Patrie devint un flambeau pour des millions d'hommes sur terre, opprimés, sans droit...* » (4).

**

Dans son rapport, le Père Gleb Yakounine indique que le patriarche a avoué une fois, dans un entretien privé, qu'il vivait dans une cage dorée. Mais, souligne le Père Gleb, il n'a jamais fait le moindre effort pour écarter tant soit peu les barreaux de sa cage : « *Le patriarche chargé de gouverner l'Eglise et de la défendre contre les attaques ennemies n'est qu'une figure représentative qui, en fait, dépend entièrement des autorités civiles. Le patriarche n'a jamais protesté ouvertement contre les persécutions, contre la fermeture massive des églises, la répression subie par des chrétiens innocents* ».

Cette situation du patriarche — vie dans une cage dorée et dépendance entière à l'égard des autorités civiles — ne constitue assurément pas un fait nouveau. Nos plus anciens lecteurs se souviennent sans doute des textes des patriarches Serge et Alexis que nous avons publiés de 1953 à 1963 et qui montraient l'allégeance de ces deux patriarches et même leur asservissement total au pouvoir établi. Rappelons-en quelques-uns : « *Les joies et les succès (du pouvoir) sont nos joies et nos succès et ses insuccès sont nos insuccès* ». « *Il n'y a jamais eu de persécutions religieuses en Russie* ». « *La politique du gouvernement soviétique est juste et correspond aux idéaux chrétiens* ». « *L'intervention en Hongrie est une aide apportée au peuple hongrois dans sa lutte contre ceux qui essaient d'en faire un foyer de guerre mondiale* ».

L'actuel patriarche reste donc dans la ligne de ces prédécesseurs qui officiaient du temps de Staline.

(4) Voir « *Catacombes* », n° 81 (du 15-6-78), page 11, et le « *Messenger du Diocèse de l'Europe occidentale de l'Eglise orthodoxe hors frontières* », n° 89, 1978.

b. - LES EVEQUES

Dès les premiers jours de la guerre avec l'Allemagne, Staline fut obligé de reconnaître que la foi était toujours vivante dans le peuple russe : dans les régions occupées par les troupes allemandes, les églises s'ouvraient spontanément et l'on cherchait des prêtres pour y célébrer le culte.

Le 4 septembre 1943, il convoqua les métropolitains Serge, Alexis et Nicolas et leur annonça qu'une nouvelle ère commençait pour l'Eglise. Un Concile était convoqué quatre jours plus tard pour élire un patriarche : il ne comprenait que 19 évêques. Dans les mois qui suivirent, on procéda à des sacres. De plus, à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, une vingtaine d'évêques furent récupérés : ceux des républiques baltes et des provinces polonaises incorporées à l'U.R.S.S., les rapatriés de Chine (Mandchourie, quatre évêques) et aussi ceux d'Europe occidentale et d'Amérique qui crurent qu'une ère libérale s'ouvrait en U.R.S.S. et qui reconnurent l'obédience du Patriarcat de Moscou.

Ainsi Paul (Golichev), archevêque de Novosibirsk, qui est rentré en France en février 1976 (après un conflit avec le représentant régional du Conseil pour les affaires religieuses, conflit dans lequel le patriarche Alexis s'abstint de le soutenir), a expliqué dans *Nouvelle Parole Russe*, quotidien en russe paraissant à New York (3 mars 1977), qu'ayant été durant l'occupation de la France en contact avec les déportés russes qui travaillaient à la construction du Mur de la Manche, il fut frappé par la vivacité de leur foi et répondit, en 1949, à leur appel de venir en Russie où les prêtres manquaient (5)).

Parmi les nouveaux évêques sacrés en U.R.S.S., une trentaine provenaient du clergé régulier, c'est-à-dire des religieux, et une vingtaine venaient du clergé séculier (6).

STATISTIQUES

Le *Journal du Patriarcat de Moscou* ne donne pas souvent de biographie très détaillée des évêques et prêtres. De celles que nous connaissons, on peut déduire plusieurs traits qui caractérisent la hiérarchie de l'ère présente.

Près de 65 % des évêques sont âgés de 70 ans et plus. 20 % seulement ont une instruction théologique supérieure (Académie théologique, quatre années d'études). 20 % ont une instruc-

tion supérieure laïque (Université) ou ont fait des études théologiques supérieures non sanctionnées d'un diplôme.

Contrairement aux règles canoniques, les évêques changent très souvent de chaire. C'est ainsi que Mgr Serge (Larine) a occupé entre 1944 et 1964 dix chaires ; Mgr Nicolas (Tchoufarovsky) fut entre 1944 et 1951 évêque de six diocèses différents ; Mgr Barlaam (Borisevitch) occupa de 1946 à 1956 cinq chaires.

Les diocèses voient donc leurs évêques partir peu après leur arrivée. Ainsi, à Orel, ont défilé : Mgr Antoine, en 1946 ; Mgr Photius, en 1948 ; Mgr Nicolas, en 1949 ; Mgr Flavien, en 1951 ; Mgr Mitrophan, en 1956 ; Mgr Jérôme, en 1956 ; Mgr Antoine, en 1960 ; Mgr Pallade, en 1963. A Omsk, Mgr Alexis, décédé en 1948, fut remplacé par Mgr Juvenal, remplacé en 1952 par Mgr Nicandre, remplacé par Mgr Benedicte en 1956, suivi par Mgr Benjamin en 1957, Mgr Mstislav en 1958 et Mgr Hermogène en 1962 (7).

Autre fait caractéristique de l'époque d'après-guerre : les disparitions d'évêques. En 1953, le Centre orthodoxe d'information, constatant qu'on ne parlait plus de plusieurs évêques sans que leur décès, leur mutation ou leur mise à la retraite eût été signalé par le *Journal du Patriarcat de Moscou*, demanda par lettre à Mgr Nicolas Eremine, exarque du Patriarcat de Moscou en France, des nouvelles de sept évêques. Mgr Nicolas répondit que « la question relative au mouvement des évêques n'était ni de son ressort, ni de sa compétence » (8). En 1956-1958, le *Journal du Patriarcat de Moscou* annonçait la nomination à des chaires de quelques-uns des disparus.

UNE TACHE DANS LA BIOGRAPHIE

Selon le Père Gleb Yakounine, on se trouve actuellement dans une situation paradoxale : au temps de Staline, on pouvait être sacré évêque sans être un « rapporteur », c'est-à-dire sans avoir reçu au préalable l'accord du K.G.B., lequel accord exigeait du candidat à l'épiscopat l'engagement de collaborer avec cet organisme. Car, explique le Père Gleb, durant la période du « culte de la personnalité », le K.G.B. pouvait facilement se défaire de tous ceux « qui naviguaient contre courant ». Maintenant,

(7) L'Institut d'étude de l'U.R.S.S. (Munich), longtemps animé par la regrettée Mme N. Théodorovitch, avait publié dans ses bulletins n° 23 et 24 (1961) et celui de janvier 1963 des études détaillées sur la hiérarchie orthodoxe en U.R.S.S. Les évêques de l'Eglise orthodoxe sont désignés par le prénom qu'ils reçoivent lorsqu'ils prononcent leurs vœux monastiques.

(8) Voir « *Dans l'Esprit et la Vérité* », bulletin orthodoxe pour les chrétiens orthodoxes des pays de langue française, n° 16-17, avril-mai 1953. Quelques exemplaires sont encore disponibles au Centre orthodoxe d'information, 46, rue Abel-Vacher, 92190 Meudon.

(5) Ayant été nous même interné un certain temps à Jersey et ayant fréquenté les camps de Saint-Malo, nous avons nous aussi constaté la vivacité de la foi chez la plus grande majorité de ces déportés.

(6) Le clergé séculier est composé de prêtres mariés. Les évêques devant obligatoirement être moines, des prêtres séculiers, après leur veuvage, prononçaient leurs vœux monastiques et, dès lors, pouvaient devenir évêques.

« avec l'instauration de la légalité socialiste, le futur évêque doit obligatoirement et avant tout prendre des engagements formels envers le Comité de sécurité de l'État. Avec la période de Khrouchtchev, il devient souhaitable que la moralité du candidat évêque soit entachée d'une quelconque faute dûment enregistrée par les « organes » (9). Cette tache, ce travers, donne à ceux-ci la possibilité de tenir fortement en mains l'évêque et lui ôte toute velléité ou tentation de se révolter, de se repentir et avouer publiquement qu'il est un rapporteur ».

Le Père Gleb ne cite pas de nom, mais nous pouvons donner quelques exemples d'évêques tarés.

En 1953, l'archimandrite Mstislav (Volontsevitch), supérieur de la paroisse de l'Eglise russe hors frontières à Berlin, fut jugé par le Tribunal de Berlin pour une affaire de mœurs. Il plaida coupable et le tribunal le condamna à l'expulsion. Le Mur de la Honte n'existant pas encore, Mstislav passa en zone orientale et se présenta à l'archevêque Boris, exarque du patriarche de Moscou, qui le reçut dans son obédience. En mars 1956, l'archimandrite Mstislav fut sacré évêque. Après avoir occupé quatre chaires en trois ans, il est décédé en 1978 avec le titre d'archevêque.

En 1959, l'archevêque Panteleimon (Roudik), après avoir été condamné par l'Eglise orthodoxe russe hors frontières dont il relevait, fut reçu par le Patriarcat de Moscou qui lui confia la chaire d'Edmonton et Canada. Le 4 mars 1967, le quotidien allemand *Frankfurter Allgemeine* consacrait un article aux églises russes en Allemagne. L'évêque Irénée (Zuzimil), relevant du Patriarcat de Moscou, y était cité en tant que « personnage douteux ». Mgr Irénée porta plainte pour offense publique et demanda des dommages et intérêts. L'affaire fut jugée les 8 et 20 octobre 1967. Devant le dossier présenté par le journal, l'évêque retira sa plainte et prit sur lui de payer les frais de justice (10).

On pourrait citer d'autres cas semblables...

EVÊQUES CONFESSEURS

Mais il y a aussi des évêques confesseurs. Ils sont naturellement moins connus car la presse soviétique et le *Journal du Patriarcat de Moscou* n'en parlent pas. Leurs noms ne sont mentionnés qu'en cas de décès, et la nécrologie qui leur est consacrée est particulièrement brève. Ce sont des lettres de fidèles orthodoxes de l'U.R.S.S. qui nous en parlent. Ainsi, en 1966, Mgr Antony, archevêque de Genève et de l'Eu-

rope occidentale de l'Eglise russe hors frontières, recevait de Moscou, d'un « humble chrétien de l'Eglise russe », le texte d'une lettre ouverte, datée du 31 août 1966, au collaborateur de la B.B.C. de Londres, protestant contre les émissions radiophoniques anglaises qui présentaient la vie religieuse en U.R.S.S. sous un jour très favorable. Et, pour « illustrer l'aspect spirituel de certains évêques qui, avec le peuple croyant, ont réellement pris sur eux de grandes souffrances et ont porté jusqu'à nous l'image non altérée de la vérité du Christ, nous voulons vous faire connaître un petit mais très important document ».

Ce document consistait en une note rédigée par Mgr Athanase (Saharoff), en juin 1956, indiquant qu'en trente-trois ans de prélature, il a passé trente-trois mois en tant qu'évêque diocésain, trente-deux mois en liberté mais sans affectation à un poste ecclésial, soixante-seize mois en déportation et deux cent cinquante-quatre mois en prison aux travaux forcés. Mgr Athanase est mort en 1962, ayant été, depuis 1956, détenu une fois de plus. Il a passé les dernières années de sa vie à Petouchki, en disgrâce patriarcale.

Il n'est d'ailleurs pas le seul à avoir vécu et à être mort à Petouchki — petite bourgade entre Moscou et Vladimir, à plus de 100 km. de Moscou. Certains libérés du Goulag se voient interdire de résider dans les principales villes de l'U.R.S.S., mais non de s'y rendre. De Petouchki, grâce au chemin de fer, on peut se rendre à Moscou et en revenir dans la journée. C'était important pour Mgr Athanase qui avait besoin de bibliothèques pour ses travaux sur les offices, les rites et l'hagiographie (11).

Mgr Hermogène (Goloubov) est un autre cas typique d'évêque contestataire. Arrêté et condamné à dix ans de Goulag en 1931, il avait été sacré évêque en 1953 et nommé à Tachkent. Mais, après trois ans d'activités très fécondes, dont des protestations contre des fermetures d'églises, il fut déchargé de sa chaire et mis en congé. Ce congé dura deux ans. En 1966, Mgr Hermogène fut convoqué par le Synode patriarcal et invité à signer une déclaration par laquelle il se désolidarisait de la lettre des Pères Gleb Yakounine et Nicolas Elischman. Il refusa de signer et fut relégué au monastère de Jirovitsy, près de la ville de Slonim. En avril 1969, le *Journal du Patriarcat de Moscou* publiait dans sa partie officielle le compte rendu des délibérations du Synode du 30 juin 1968. L'activité de Mgr Hermogène y avait été déclarée nuisible aux intérêts de l'Eglise. Beaucoup de fidèles voyaient en lui le successeur sur le trône patriarcal du patriarche Alexis. Mais, comme nous l'avons vu, les élections n'ont

(9) Il est courant en U.R.S.S. de désigner les services de la K.G.B par le terme « les organes ».

(10) *Messenger de l'Institut d'études de l'U.R.S.S.* (en russe), Munich n° 3 (35), juillet-décembre 1960, pages 144-148. Fichier du Centre orthodoxe d'information. *Est-et-Ouest*, n° 235, du 16-30 avril 1960, pages 12, 2^e colonne

(11) Texte publié par le *Messenger Diocésain* (Genève), n° 44-45, 1967. Une biographie complète (en russe) du prélat fut publiée par le *Messenger de l'Action chrétienne des étudiants russes*, n° 107, janvier 1973.

pas été libres et Mgr Hermogène a terminé sa vie, en avril 1978, en relégation au monastère.

Le Père Gleb Yakounine, tout en affirmant son respect pour sa mémoire, juge assez sévèrement Mgr Hermogène. Il lui reproche sa tiédeur : « *Après avoir pris la tête et commencé le mouvement tendant à libérer l'Eglise et à faire reconnaître les droits des croyants, il abandonna le combat dès la première épreuve — relégation dans un monastère... Pendant de longues années, beaucoup attendirent son appel... et ne l'ont pas entendu* ». Et le Père Gleb conclut à son sujet : « *Quiconque a mis la main à la charrue et regarde en arrière est impropre au Royaume de Dieu* » (Luc IX-62).

Jugement bien sévère. Il semble plus juste de retenir avec A. Levitine-Krasnov que Mgr Hermogène n'a pas cessé durant son séjour au monastère de protester contre la politique du Patriarcat.

LES NOUVEAUX ÉVÊQUES

Qui sont et que disent les évêques du Patriarcat de Moscou en ce début de 1980 ? Tout d'abord, ils ne ressemblent pas à leurs prédécesseurs, car ils ont été formés dans les séminaires et académies du Patriarcat et sont très jeunes. Le chef de la délégation du Patriarcat de Moscou venue en France en novembre 1979, Mgr Philarète, archevêque de Minsk et de Biélorussie, est âgé de 44 ans. Il avait 33 ans quand il fut sacré évêque. Mgr Pitirim, archevêque de Volokolamsk, âgé de 53 ans, avait été sacré à 37 ans. Mgr Wladimir, recteur du Séminaire et de l'Académie théologique de Moscou, âgé de 44 ans, était évêque à 33 ans. Quant à l'archevêque de Viborg, Mgr Cyrille, âgé de 33 ans, il fut sacré à 30 ans, après avoir été, à l'âge de 28 ans, recteur du Séminaire et de l'Académie théologique de Léninegrad. On est en droit de s'étonner d'avancements aussi fulgurants dans la hiérarchie. Non moins surprenante est la nomination en tant que recteur de séminaire et d'académie d'un jeune homme de 28 ans. Il est vrai que l'Ambassade de France à Moscou, le soupçonnant d'accointances avec le K.G.B., avait commencé par lui refuser le visa d'entrée en France.

En ce qui concerne l'asservissement à l'Etat, les évêques d'aujourd'hui ne diffèrent en rien de la génération précédente. En 1969, *Est et Ouest* (12) citait les déclarations de hiérarques attestant qu'en U.R.S.S. il n'y avait jamais eu de persécutions religieuses. De plus, ces hiérarques glorifiaient le régime et apportaient leur soutien à sa politique. Les hiérarques actuels parlent dans le même sens. Mgr Pitirim, archevêque de Volokolamsk, en visite en Suède et en Allemagne de l'Est, déclarait au correspondant du *Frankfurter Allgemeine* (4 mars 1980) que

les arrestations aussi bien du professeur Sakhahrov que des prêtres Gleb Yakounine et Dimitri Doudko étaient pleinement justifiées et qu'il n'y avait pas de persécution religieuse en U.R.S.S. (13). Mgr Philarète, métropolitain de Minsk et de Biélorussie, hôte à Paris de l'Association des informateurs religieux le 22 novembre 1979, interrogé sur l'arrestation de jeunes gens d'un séminaire « sauvage » de Moscou, répondit n'avoir aucun contact avec les membres du séminaire qui ont une attitude critique envers la hiérarchie et qu'il ne sait comment les aider. Mgr Alexis, métropolitain de Tallin et d'Estonie, en visite en Autriche, a déclaré de son côté que le Patriarcat n'avait pas à s'occuper du Père Doudko, arrêté conformément aux lois en vigueur en U.R.S.S., et qu'en Union soviétique jamais des citoyens n'avaient été arrêtés pour leurs convictions religieuses. Le métropolitain a aussi déclaré ne pas être au courant des activités du Séminaire Chrétien (14). Ce même métropolitain, membre permanent du Saint-Synode, accordant, en 1977, une interview au correspondant de la Radio soviétique, a assuré l'opinion publique que la vie ecclésiale en U.R.S.S. était parfaitement normale et se déroulait conformément aux Canons, que le principe de la non-ingérence réciproque Etat-Eglise était strictement respecté par les deux parties, ce qui permettait à l'Eglise et à toutes les associations religieuses de mener librement leur vie religieuse ; qu'il n'y avait aucune persécution, aucune discrimination de citoyens... (15).

Le Père Gleb Yakounine conclut avec amertume « *qu'on ne peut espérer de l'épiscopat actuel aucune initiative, même la plus discrète, pour améliorer la situation de l'Eglise. Cela résulte du choix artificiel des candidats à l'épiscopat, lesquels candidats sont des personnes dont on sait d'avance qu'elles seront incapables de s'opposer à l'intervention de l'Etat dans les affaires intérieures de l'Eglise... L'une des prérogatives de l'évêque réside dans son pouvoir de lier et de délier. Or, dans la pratique actuelle, les évêques du Patriarcat de Moscou s'abstiennent d'user de ce droit... Lorsqu'en 1975, Mgr Bogolep, archevêque de Kirovograd, a interdit un prêtre moralement perverti mais soutenu par le représentant local du Service des cultes, il fut un mois plus tard révoqué de sa chaire et mis à la retraite... Dans leurs cages dorées, ne pouvant manifester une activité pastorale fructueuse, ils s'adonnent à divers « hobbies » (terme dans le texte), tels que collectionner des icônes, des mitres, des tableaux, des disques, des timbres et certains — simplement — de l'argent. Après la mort du métropolitain Nico-*

(13) *Keston New Service* n° 94, 20 mars 1980.

(14) *Keston News Service*, n° 94.

(15) *Catacombes*, n° 102-103, mars-avril 1980. Le texte de l'interview occupe toute la page 8. En russe, le texte a paru dans le *Journal du Patriarcat de Moscou*, n° de mai 1977.

(12) *Est-et-Ouest*, n° 417, 1^{er}-15 janvier 1969, page 11.

dème, on trouva chez lui plus d'un million de roubles en espèces. Où ira cet argent ? Il est peu probable que l'Etat s'en désaisisse. De toute façon, cet argent, en fait argent de l'Eglise, est pour l'Eglise perdu à jamais ».

TROIS CATÉGORIES

Au moment où nous terminions cet article, nous avons eu connaissance du rapport confidentiel rédigé au début de l'année 1975 par le Conseil pour les affaires religieuses au Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique. Concernant l'épiscopat, le rapport confirme en tous points ce qu'écrit le Père Gleb Yakounine, ce que nous avons relaté ci-dessus. Le vice-président du Conseil pour les affaires religieuses, Fourou, signataire du rapport, classe les évêques en les nommant en trois catégories :

a) les évêques qui sont parfaitement loyaux au régime, qui reconnaissent que l'Etat ne veut pas que la religion se développe en U.R.S.S. et,

par conséquent, « ne développent pas leur propre activité parmi le peuple ». Alexis, de Tallin, et Pitirim, de Volokolamsk, sont cités dans la liste de ces évêques jureurs ;

b) les évêques loyaux envers l'Etat « qui sont corrects et observent les règles », mais qui « débordent d'activisme » et s'occupent particulièrement des jeunes ;

c) les évêques qui contournent les lois, qui sont capables de falsifier la situation, rendent le travail du gouvernement difficile et qui ont déjà essayé de soudoyer des membres du Conseil.

Ce sont les évêques de la première catégorie qui voyagent à l'étranger, et c'est en eux que les diverses confessions d'Occident voient les représentants légaux de l'Eglise orthodoxe russe. C'est avec eux que les confessions religieuses d'Occident veulent à tout prix conclure des accords œcuméniques, sans se rendre compte que tous ces accords seront nuls et non avenue dès que l'Eglise russe deviendra libre.

II. - Le Clergé

Toute la vie de l'Eglise orthodoxe est animée par les prêtres. La prêtrise est, selon le catéchisme, un « sacrement par lequel le Saint-Esprit, par l'imposition des mains épiscopales, habilite l'élu régulièrement choisi à célébrer les sacrements et paître le troupeau du Christ ». Le catéchisme précise que paître l'Eglise consiste à « confirmer les gens dans la foi, la piété et les bonnes actions ». Le prêtre a le droit de lier et délier, et l'obligation de diffuser l'Evangile (17).

Le candidat à cette fonction sacrée doit recevoir une éducation et une instruction spéciales. Pour assurer l'une et l'autre, l'Eglise orthodoxe russe disposait, en 1914, de 185 petits séminaires avec 29.601 élèves, de 58 grands séminaires avec 22.734 séminaristes, et de 4 académies théologiques : celle de Kiev, fondée en 1631 ; celle de Moscou, ouverte en 1685 ; celles de Saint-Petersbourg et de Kazan qui dataient toutes les deux de 1797. Ces quatre académies totalisaient 1.000 étudiants et auditeurs libres. L'Académie de Kazan, avec ses chaires de langues orientales (celles des peuples du Caucase, de Sibérie, d'Extrême-Orient et de l'Alaska) formait des missionnaires très actifs. Celle de Kiev recevait les orthodoxes du Proche-Orient (Syrie, Liban, Palestine, Egypte) — pays sous la domination de la Turquie — peu tendre envers les chrétiens (18).

Tous ces établissements d'enseignement religieux furent fermés le 6 septembre 1918. Durant la guerre civile, des séminaires purent fonctionner quelques mois dans les territoires occupés par les Blancs. A Kiev, l'Académie théologique subsista durant l'occupation allemande.

Malgré la persécution sanglante qui s'est manifestée dès 1918, des prêtres, des évêques et d'anciens professeurs d'académies théologiques et d'université s'efforcèrent d'assurer la continuité d'un enseignement théologique.

Fin septembre 1918, un collège de théologie pastorale s'ouvrit à Pétrograd ; en décembre 1919, il se transforma en un Institut de théologie pastorale — un établissement d'enseignement supérieur. Il cessa son activité au bout de trois ans. Il n'avait formé qu'une seule promotion, de 23 diplômés. Nouvelle tentative en 1925. Un cours supérieur de théologie fut créé, mais, en 1927, il dut cesser toute activité, en représailles contre le métropolitain de Léningrad, Joseph, et son clergé qui avaient désavoué la politique de soumission au pouvoir du gardien du trône patriarcal, le métropolitain Serge. Troisième tentative, en 1929. L'Eglise obtint l'accord des autorités pour l'ouverture d'un Institut de théologie, mais, faute de locaux et de bibliothèque, cet institut ne put jamais fonctionner.

Des tentatives semblables furent faites à Moscou. L'archiprêtre Jean Kedroff, aidé par des membres du corps enseignant de l'Académie théologique de Moscou, regroupa quelques anciens étudiants de l'Académie et ouvrit, en 1920,

(17) Sur le prêtre dans l'Eglise orthodoxe voir « *Commentaires sur les Sacrements* », chapitre VI. Par A. Troubnikoff. Genève 1973.

(18) En 1962, couvrant pour Radio Canada et plusieurs périodiques la première Conférence orthodoxe de Rhodes, j'ai rencontré des évêques âgés des Patriarcats du Proche-Orient formés par l'Académie

de Kiev. Pour la propagande soviétique utilisant les sentiments russophiles de ces évêques, voir *Est et Ouest*, n° 154.

des cours théologiques. Ces cours ne durèrent que six mois (19).

STALINE AUTORISE L'OUVERTURE DES SÉMINAIRES

En 1943, lors de sa rencontre avec trois métropolitains, Staline admit le principe de la réouverture d'établissements d'enseignement théologique.

A. Krasnov rapporte à ce propos que, Staline ayant assuré ses interlocuteurs qu'une ère nouvelle allait s'ouvrir pour l'Eglise, le métropolitain Serge lui dit : « Nous avons besoin d'établissements d'enseignement religieux car nous n'avons plus de cadres ». Sur quoi Staline demanda : « Pourquoi n'avez-vous pas de cadres ? Que sont-ils devenus ? ». Un lourd silence s'établit, tous sachant pertinemment que les cadres avaient péri dans les camps. Ce fut le métropolitain Serge qui trouva la réponse : « Nous n'avons plus de cadres pour des raisons variées. Et en voilà une : on préparait un prêtre et il devient maréchal de l'Union soviétique ». (On sait que Staline avait été séminariste). Staline se mit à rire, raconta ses souvenirs sur ses années de séminaire et déclara : « Il va de soi qu'il vous faut des établissements d'enseignement, qu'il vous faut former des prêtres ». C'est ainsi qu'à Moscou s'ouvrit en septembre 1944 un cours de théologie pastorale et un Institut de théologie (20).

En 1946, le cours prit le nom de séminaire et l'Institut celui d'Académie théologique. Un an après, en septembre 1945, un cours de théologie pastorale fut ouvert à Léninegrad. Il fut élevé au rang de séminaire en septembre 1946, en même temps qu'était ouverte une Académie de théologie. Toujours en 1945, selon la même technique, des « cours pastoraux » furent ouverts à Loutsk (en Volynie), à Saratov et à Odessa. Tous ces cours devinrent séminaires un an plus tard. En 1946, un séminaire fut créé à Stavropol et un séminaire, dit de Minsk, en fait au monastère de Jirovitzky, à 10 km. de Slonim et à 100 km. de Minsk. Enfin, en 1947, un séminaire s'ouvrit à Kiev. Ainsi, fin 1947, le Patriarcat disposait de huit séminaires et de deux académies de théologie.

MANQUE D'ENSEIGNANTS

Dès l'ouverture de ces établissements, le Patriarcat se heurta au problème du recrutement du corps enseignant. Un certain nombre d'anciens cadres avait émigré après la Révolution et

enseignait à Belgrade, à Paris, à Varsovie, aux Etats-Unis, en Extrême-Orient. La grande majorité avait été décimée lors des persécutions de 1918 à 1939. Parmi ceux qui avaient survécu, les uns étaient physiquement diminués du fait de détentions et de privations, les autres s'étaient « reconvertis » (comptables, maîtres d'écoles, gardiens) et, de ce fait, s'étaient éloignés des sciences théologiques. Les études ou les travaux théologiques privés avaient, eux aussi, été rendus impossibles par les confiscations et la destruction de bibliothèques religieuses, tant privées qu'officielles, ainsi que par les difficultés quasi insurmontables durant cette époque de la correspondance avec le monde libre. Enfin, parmi les rescapés, certains se refusaient à reconnaître la légitimité de l'Eglise patriarcale en raison de son attitude conciliante à l'égard du pouvoir athée (21).

On eut donc recours à ceux qu'on estimait aptes à enseigner et dont le concours était probable : le professeur A.I. Sagarda ; le professeur-archiprêtre V. Verynsky, qui avait enseigné à Saint-Petersbourg avant 1914 ; le professeur-archiprêtre S. Slavinsky, maître en théologie en 1907 ; le professeur V. Chetyrkin, maître en théologie en 1916, etc. L'annexion de fait de la Pologne et des Républiques Baltes, ainsi que « l'amnistie aux émigrés », décrétée par le gouvernement de l'U.R.S.S., permirent au Patriarcat de Moscou de récupérer quelques professeurs ou théologiens diplômés : ainsi le professeur Troitsky, de Belgrade ; l'archiprêtre Jean Sokol, lui aussi rentré en U.R.S.S., de Belgrade ; l'archiprêtre André Sergeïenko, ancien élève de l'Institut Saint-Serge de Paris, recteur d'une paroisse de Meudon, près de Paris. Les premières années, à Moscou comme à Léninegrad, les professeurs furent communs aux séminaires et aux académies. Le développement du corps enseignant se fera grâce aux meilleurs élèves des académies.

COMBIEN DE SÉMINARISTES

En 1943, le nombre officiel de prêtres du Patriarcat de Moscou était de 5.565, compte non tenu des prêtres qui, en nombre indéterminé, vivaient dans la clandestinité, s'étant « reconvertis » dans une activité laïque. En 1955, le Patriarcat annonçait qu'il disposait de 35.000 prêtres (22). Ce chiffre est certainement fortement exagéré. Le nombre de séminaristes et d'étudiants en théologie n'a jamais été publié. Tout ce qui relève de la statistique est en U.R.S.S. secret d'Etat. Nous arrivons à nous en faire une idée en relevant dans le *Journal du Patriarcat de Moscou*, d'une année sur l'autre, tantôt qu'une

(19) L'enseignement théologique en U.R.S.S. de 1918 à 1943 a fait l'objet d'études de personnes très compétentes. Signalons celle de l'archimandrite Dumont dans *Istina*, n° 1-1954 ; celle du Père Wenger dans *La Croix* du 28 novembre 1956, et surtout l'article de A. Krasnov dans « *Religion et athéisme en U.R.S.S.* », bulletin mensuel en russe, Munich n° 12 (86), de novembre 1974.

(20) Voir Krasnov. *Religion et Athéisme en U.R.S.S.*, n° 12 (86), de novembre 1974.

(21) Voir « *Travail théologique en U.R.S.S.* », par Mgr Dumont, dans *Istina*, n° 1, 1954.

(22) Voir *Christliche Osten*, n° 5, 1955. Publication catholique allemande spécialisée dans l'étude des Eglises orientales.

promotion comportait une vingtaine d'étudiants, tantôt que 30 étudiants ont été admis en première année du séminaire de Léninegrad, année scolaire 1951-1952). Des touristes occidentaux ont apporté de temps en temps quelques précisions. En 1965, *Est et Ouest* (n° 347) avait cité quelques chiffres : à Zagorsk (séminaire et académie de Moscou), il y avait en 1947 108 séminaristes et étudiants. Pour l'année scolaire 1951-1952, ils étaient 320, et 396 pour 1952-1953 (23). En 1956, le Père Wenger, ancien rédacteur de *La Croix* et spécialiste des questions religieuses russes, estimait le nombre de séminaristes et étudiants de 200 à 250 (24). A Léninegrad, séminaire et académie commencèrent leurs activités avec 58 séminaristes et 16 étudiants. Au début de l'année scolaire 1949-1950, le nombre total était de 172. Et le *Journal du Patriarcat de Moscou*, de novembre 1952, indiquait — une fois n'est pas coutume — qu'il y avait 320 séminaristes et étudiants. En 1974, deux journalistes américains, correspondants l'un d'un quotidien de Baltimore, l'autre du *New York Times* (voir n° du 24 juin 1974), indiquaient pour Zagorsk près de 200 séminaristes et une centaine d'étudiants. Pour Léninegrad, le nombre total de séminaristes et étudiants était approximativement de 300.

Le séminaire de Kiev fit ses débuts avec onze séminaristes. On n'a jamais eu d'autres chiffres. Il fut fermé en 1960.

Le séminaire de Minsk commença l'année scolaire 1947-1948 avec 110 séminaristes. En 1964, on a appris que le séminaire était fermé.

Nous ne savons pas combien il y avait de séminaristes à Odessa lors de l'ouverture du séminaire. En 1953, une revue du Patriarcat de Moscou, *One Church*, paraissant aux Etats-Unis, indiquait qu'au début de l'année scolaire 1953-1954, 49 personnes, « presque tous des jeunes », avaient été admis en première année. Ce séminaire fonctionne toujours. Lors de la fermeture du séminaire de Kiev, les personnes qui y étaient inscrites furent mutées à Odessa. En 1974, les journalistes américains indiquaient que le séminaire comptait approximativement 150 séminaristes.

A Stavropol — fermé en 1960 —, la 8^e promotion (année scolaire 1953-1954) comptait 55 séminaristes, dont 38 terminaient avec la mention « passable » et 4 devaient repasser les examens (*Journal du Patriarcat de Moscou*, n° 8/1955, page 18).

On n'a jamais eu connaissance d'aucun chiffre concernant les séminaires de Saratov, fermé en 1961, et de Loutsk, fermé en 1965.

En 1979, le métropolite Filarète annonçait que le nombre total de séminaristes et étu-

dians dans les trois séminaires et les deux académies étaient de 1.013.

TOUJOURS DES VOCATIONS

Une constatation s'impose : après trente ans d'éducation anti-religieuse menée à tous les échelons, du primaire au supérieur, après trente ans de persécutions sanglantes ou perfides, les vocations au sacerdoce n'ont jamais manqué. Devant ce fait inattendu et déroutant pour les autorités, les persécutions reprurent à l'époque de Khrouchtchev : sur les huit séminaires, cinq furent fermés entre 1960 et 1965.

Les promotions de séminaristes et académiciens restent très faibles par rapport aux besoins. Aussi, de nombreux prêtres sont-ils des paroissiens pieux, de conduite exemplaire, ordonnés après une préparation faite par le supérieur de la paroisse. C'est ainsi que le métropolite Filarète déclara aux informateurs religieux qui le recevaient à leur déjeuner mensuel à Paris, le 22 novembre 1979, qu'en 1979, il a reçu cinq prêtres sortant d'établissements d'enseignement et qu'il en a ordonné vingt sortant des rangs des paroissiens. Entre septembre 1974 et novembre 1975, pour tous les diocèses de l'Union soviétique, il n'y a eu que 33 ordinations de prêtres (25).

Devant le nombre insignifiant d'établissements d'enseignement religieux et l'impossibilité d'agrandir les trois séminaires tolérés, des cours par correspondance furent créés en 1971 (26). Mais il semble que ces cours soient réservés uniquement aux prêtres « sortis des rangs ». Le métropolite Filarète indique que ces cours sont suivis par 900 personnes.

FORMATION MÉDIOCRE

Le Père Gleb Yakounine émet sur les séminaires et académies un jugement très sévère. Les enseignants comme les enseignés se trouvent sous un contrôle sévère des « organes ». Le niveau culturel de l'enseignement est très bas. Certaines disciplines sont professées par des conférenciers de l'association « *Znanié* » (Connaissance - Savoir) — organisme de l'Etat pour la diffusion de l'athéisme. L'éducation spirituelle est insuffisante. Le Père Gleb cite l'exemple de l'archimandrite Tikhon (Agrikov), homme de haute spiritualité qui, ayant acquis une grande influence sur ses auditeurs, fut renvoyé du séminaire. Enfin, le Conseil pour les affaires religieuses et le K.G.B. filtrent les candidats séminaristes et tiennent sous leur coupe les sémina-

(25) B.I.P. (Bulletin d'information protestant), n° 618, du 24 novembre 1976.

(26) S.O.E.P.I. (Bulletin d'information du Conseil Ocuménique des Eglises, Genève), n° 16 du 17 juin 1971, et *La Croix* du 10 février 1975.

(23) L.-H. Parias, *France Catholique* du 2 mars 1960.

(24) Père Wenger, *La Croix* du 28 novembre 1956.

ristes qui, après leur ordination, formeront la masse principale des informateurs du K.G.B.

Complétons le rapport du Père Yakounine. Nous avons eu connaissance, en juin 1978, d'un document daté du 16 mars 1978 émanant d'un jeune Hollandais orthodoxe de 28 ans, Van der Foort, qui avait été étudiant à l'Académie théologique de Léninegrad de 1974 à 1977 (27). L'intérêt de ce mémorandum réside dans le fait qu'il émane d'un jeune occidental, orthodoxe, relevant du Patriarcat de Moscou. Il n'avait, au départ, aucune hostilité à l'égard de l'Eglise à laquelle, né catholique-romain, il adhéra en 1972, poussé par ses convictions personnelles. Après avoir terminé ses études supérieures à l'Université de Groningue, recommandé par le métropolite Antoine Bloom (du Patriarcat de Moscou, résidant à Londres), il prit contact avec la hiérarchie de l'U.R.S.S., dont le vice-recteur de l'Académie de Léninegrad. Il fut invité à Moscou pour un entretien, à la suite duquel il fut admis en qualité d'étudiant à l'Académie de Léninegrad. Il y arriva en août 1974. En mai 1977, il était arrêté « pour agitation et propagande anti-soviétique » : il avait aidé un ami à filmer quelques séquences illustrant la violation des droits de l'homme en U.R.S.S. Empêché de continuer ses études théologiques, il rentra en Hollande et rédigea un mémorandum de 15 pages dont nous extrayons quelques traits caractéristiques.

Le nombre de séminaristes, répartis sur les quatre années, était de 175, la moyenne d'âge de 18 à 24 ans. Les étudiants étaient au nombre de 75 ; moyenne d'âge : de 22 à 30 ans. Beaucoup de fils de prêtres, d'origine rurale et des provinces occidentales. Près de 30 % sont issus de familles athées, « à la très grande honte de ces familles ». Une vingtaine d'étudiants viennent de l'étranger : Etats-Unis, Ethiopie, Grèce, Tchécoslovaquie... Van der Foort confirme ce qu'*Est et Ouest* écrivait en 1965 (28) : le candidat aux études théologiques subit, dès les premières démarches pour la constitution de son dossier, de nombreuses pressions de la part des autorités. Il cite en exemple une des techniques pour empêcher un candidat de se présenter aux examens d'entrée : le citoyen qui a remis son dossier est accusé de vol ou d'être un trublion. Il est incarcéré jusqu'à la fin des examens. Après quoi, « faute de preuves », il est relâché. Mais la place est prise. D'après Van der Foort, quatre ou cinq personnes se présentent pour chaque place.

Relevons ici la déclaration concernant les séminaristes d'un dissident — Alexandre Guins-

bourg — faite en 1980 aux Etats-Unis, lors d'une visite de l'Institut théologique de New-York : « Sur quinze candidats, un seul arrive à entrer au séminaire, et cela, non seulement parce qu'il y a peu de séminaires, mais parce que le pouvoir athée intervient continuellement dans les décisions d'admission des futures séminaristes ». A. Guinsbourg déclarait connaître personnellement des jeunes gens qui avaient été condamnés uniquement pour avoir manifesté le désir de recevoir une formation ecclésiastique et théologique (29).

La bibliothèque compte 200.000 volumes, dont la moitié en russe. Comme 95 % des séminaristes et étudiants ne parlent que le russe, de nombreux ouvrages leur sont inaccessibles. La nourriture est nettement supérieure à celle des restaurants universitaires, et la bourse d'études est supérieure aux bourses de l'Etat.

LE K.G.B. ET LES SÉMINARISTES

L'esprit du K.G.B. plane sur l'Académie. Les « organes » sont représentés d'abord par ceux qu'ils « infiltrent ». A la question : comment un athée ainsi « infiltré » peut-il supporter quatre ans de séjour dans un milieu profondément religieux, Van der Foort répond que la discipline intérieure n'est pas sévère. On peut librement sortir en ville, l'absence aux offices religieux n'est pas toujours notée, la nourriture est meilleure qu'ailleurs, la bourse est modeste mais supérieure à celle de l'Etat. L'« infiltré » peut sans trop de peine jouer son double jeu.

Mais il n'y a pas que les « infiltrés ». Le nouvel arrivé est invité par « une personne de bonne compagnie, agréable, cultivée », pour « une causerie paternelle ». L'étudiant ou le séminariste s'entend dire que « nous n'avons rien contre l'Eglise, mais, dans votre milieu, il y a toutes sortes de gens... La Patrie soviétique a beaucoup d'ennemis. Nous devons faire très attention... Si vous entendez ou apprenez quelque chose d'intéressant, écrivez ou téléphonez-moi... ».

On accorde un délai, quelques semaines, un mois. Le pauvre jeune homme, un provincial, sincèrement désireux de servir l'Eglise, ne sait que faire, comment se dégager de cette collaboration, d'autant plus qu'il a pu s'entendre dire par allusion qu'un proche parent, peut-être chargé de famille, sa fiancée peuvent perdre leur place. Ou bien on lui fait miroiter une brillante carrière ecclésiastique, une cure bien rétribuée... « Tout le monde sait très bien que parmi eux il y en a qui ont cédé, mais on ne les condamne pas parce qu'on sait aussi combien il est difficile de briser certaines chaînes ».

Voilà qui confirme le jugement amer que

(27) Le texte du mémorandum fut publié par le mensuel « Religion et athéisme en U.R.S.S. », n° 6 (131), de juin 1978. Il fut repris et traduit en plusieurs langues. Une analyse en français en fut faite par M. Georges Daix dans *l'Aurore* du 21 novembre 1979.

(28) *Est et Ouest*, n° 347 du 16-30 septembre 1965, voir pages 9 et 10.

(29) « Religion et Athéisme en U.R.S.S. », n° 4 (152), avril 1980.

porte le Père Gleb Yakounine sur le clergé russe. Notons toutefois, pour finir une constatation intéressante de Van der Foort : malgré les « organes », les étudiants font montre d'une grande indépendance. A travers les couloirs et dans les chambres, on entend les émissions de « La voix de l'Amérique », la B.B.C., les ondes allemandes. Le censeur d'études convoque bien quelquefois pour demander ce qu'on écoutait, ce qu'on a entendu, mais ces convocations ne émeuvent plus personne, alors qu'en 1974 ces émissions étaient écoutées portes fermées et oreille collée au récepteur. On nous rapporte que les émissions occidentales sont écoutées, plus discrètement, mais écoutées quand même, par de nombreux citoyens de l'U.R.S.S. Nous verrons que la masse des fidèles manifeste elle aussi un certain mépris vis-à-vis des interdits, d'où les séminaires « sauvages », les diverses formes du Samizdat, les protestations et les appels au monde que l'on présume libre, indépendant et sensible aux violations des droits de l'homme.

QUALITÉ DU CLERGÉ

En 1965, *Est et Ouest* consacrait un article aux « nouveaux prêtres orthodoxes en U.R.S.S. » Nous y avons cité des cas d'athées militants devenus prêtres, de prêtres provoquant les conférenciers anti-religieux, de prêtres groupant les jeunes (chorales, couture, cercles de motocyclistes...), de prêtres rédigeant des articles apologétiques. Nous avons aussi cité des exemples d'attaques contre les prêtres (calomnies, accusation d'immoralité, pressions fiscales) et de défense de ces prêtres par leurs fidèles. Le Père Gleb note que plus un prêtre est véritablement prêtre, plus les fidèles prennent sa défense. Mais « qu'en général le clergé actuel, quoique sincèrement religieux, est réduit à l'accomplissement des offices et cérémonies, mais qu'il n'exerce pas une direction effective des fidèles chrétiens, qu'il ne les guide pas spirituellement ». Trop souvent, les prêtres sont obligés de s'incliner devant leurs évêques qui ne leur laissent que la liberté de célébrer, ne leur permettant ni de prêcher ni de diffuser l'Évangile.

De plus, nous avons vu que, dès l'entrée au séminaire, certains futurs prêtres ont été marqués du sceau du K.G.B. En voici un exemple récent : Une ville d'un pays non communiste compte une église relevant du Patriarcat de Moscou. Un citoyen d'une puissance occidentale, orthodoxe et d'origine russe, en voyage d'affaire, fréquentant les offices de cette église, constata que le prêtre procédait à des confessions générales, alors que la règle précise strictement que les confessions doivent être individuelles. Il exprima son étonnement au prêtre qui lui répondit : « Je suis un citoyen soviétique. Je viens de l'U.R.S.S. Nous avons pour obligation formelle de faire un rapport sur tous les contacts que nous avons avec qui que ce soit. Ma conscience de prêtre m'interdit de divulguer

le secret de la confession. Avec une confession générale, je n'ai pas de contacts individuels et je n'ai rien à signaler » (30).

On comprend « le ton passionné, voire polémique du rapport » du Père Gleb. Il « s'explique par la profonde douleur qu'il ressent devant la situation actuelle de l'Église orthodoxe russe » (31).

DES PRÊTRES CONVAINCUS

Si sombre que soit ce bilan, il existe en U.R.S.S. — même si le fait est exceptionnel — des prêtres actifs qui font preuve d'indépendance à l'égard du pouvoir établi. Nous avons déjà expliqué, en 1965, que ces prêtres, en s'engageant au service de l'Église, se sont mis au ban de la société dite socialiste. Ils n'ont donc pas grand chose à perdre.

G. Belov, sorti d'U.R.S.S. en novembre 1979, cite des faits et des noms (32). Il a connu dans les camps de Mordovie et à la prison de Vladimir plus de 120 prêtres, en majorité orthodoxes. Parmi ces prêtres, certains appartenaient à l'Église « véritablement orthodoxe », c'est-à-dire clandestine, l'Église qui ne reconnaît pas le Patriarcat de Moscou. Dans les camps, en prison, dans les hôpitaux psychiatriques, ces prêtres sont victimes de sévices, violences et vexations. « Reniez et vous serez immédiatement libérés », s'entendent-ils dire, et ils ne renient pas. G. Belov cite en exemple le Père Vladimir Soloviev, de la région de Smolensk, qui, « libéré » après plus de douze ans de souffrances, fut interné dans un asile psychiatrique ; le Père Basile Chépiléev, de Sibérie, qui, arrêté alors qu'il était séminariste, après des dizaines d'années de goulag, aujourd'hui âgé de 70 ans, est interné dans un asile psychiatrique de Sibérie où il est le souffre-douleur des infirmiers et pensionnaires.

Ces prêtres qui font en conscience leur devoir de pasteur et qui élèvent la voix ont pour noms : Paul Adelheim, calomnié et jugé en 1970 — son « cas » fut décrit par la *Pravda Vostoka* (Vérité d'Orient) du 12 juillet 1970 ; Serge Jeloudkoff, qui adressa des lettres de protestations aux autorités civiles et religieuses, ainsi que des appels à l'Occident ; Michel Erschov, prêtre-moine qui, après des années de goulag, est interné dans un hôpital de Kazan ; Léon Bonin, interné dans un asile psychiatrique de Léninegrad ; Nicolas Ivassiouk, assassiné sauvagement par des miliciens en Turkménie, en

(30) Nous avons toutes les précisions sur les lieux, personnes et faits exposés ci-dessus.

(31) *Plamia* (publication catholique très au courant de la situation religieuse en U.R.S.S. Meudon Hts-de-Seine), n° 53. Repris par « *Chrétiens de l'Est* », n° 24, 4^e trimestre 1979. Édité. Aide à l'Église en détresse, Marly.

(32) *Possev*, n° 4 (152), d'avril 1980 : lettre du G. Belov au métropolitain Pitirime, et n° 5 (153) de mai 1980 : « *Les prêtres dans les camps* », de G. Belov.

décembre 1978 ; Basile Ramaniouk qui, après sept ans de détention dans un camp « au régime spécial », fut déporté, malade, dans l'extrême-nord, en Yakoutie (où le froid atteint quelques fois — 60°) (33). Citons encore le prêtre Basile Fontchenko, ancien rédacteur du *Journal du Patriarcat de Moscou*, qui déclara ouvertement entrer au Comité chrétien de défense des droits des croyants pour remplir les vides créés par les dernières arrestations... Enfin, les noms des Pères Dimitri Doudko (34) et Gleb Yakounine (35) sont connus. Si le Père D. Doudko s'est surtout fait connaître par son influence spirituelle, le Père Gleb s'est manifesté par ses écrits au Patriarcat, à la hiérarchie, aux autorités soviétiques, aux autorités religieuses de toutes les confessions du monde occidental, aux membres du Comité de défense des droits des croyants, écrits signés par lui seul ou contresignés par des confrères ou militants laïcs chrétiens. « Pour avoir tenté de porter atteinte aux bonnes relations entre l'Eglise et l'Etat et perturbé la paix de l'Eglise », le Père Gleb fut interdit par le patriarche Alexis en 1966. Par esprit d'obéissance, il se soumit malgré le caractère peu canonique de la mesure qui le fappait.

Ces écrits ont été souvent repris par la presse occidentale (voir surtout « *Catacombes* »), mais, sauf erreur ou omission, aucune haute personnalité politique ou religieuse du monde oc-

cidental n'a pris une position nette sur les faits portés à leur connaissance. En juillet 1978, à la suite de la diffusion par le Centre orthodoxe d'Information du texte intégral de la lettre du Père Gleb au Patriarcat de Constantinople, Dimitri I^{er} (36), un grand quotidien de Paris terminait ainsi l'analyse de ce document : « Cette lettre pose un problème de fond d'une extrême gravité, car c'est bien de duplicité que les évêques de l'Union soviétique sont accusés... ». Cela n'a pas empêché les pays d'Occident d'inviter au cours de ces dernières années des délégations officielles du Patriarcat de Moscou.

En mars 1980 retentit la voix de Soljénitsyne : «... J'ai connu personnellement pendant de nombreuses années ces deux prêtres dévoués et inspirés (Doudko et Yakounine) et je témoigne en leur faveur pour que le monde sache à l'avance l'iniquité soviétique qui se prépare à leur égard. Brejnev a déclenché une offensive contre la foi. On met en prison les séminaristes chrétiens — une jeunesse dont les yeux se sont ouverts. Tout naturellement, ils seront jugés pour des faits qui n'ont rien à voir avec la vérité. Les communistes au pouvoir ont encore la possibilité de mettre la main sur des individus et même des continents ; mais ils n'ont plus le courage de soutenir un regard franc » (37).

III. - La vie religieuse en U.R.S.S.

a. - STATISTIQUES

ÉGLISES

En 1941, le nombre d'églises ouvertes au culte était de 4.255 (*Documentation française*, n° 1931). En 1952, l'archevêque Boris (Vik), en visite aux Etats-Unis, déclarait au correspondant du *Newsweek* (17-1-1952) que le nombre d'églises était de 24.000. En 1962, la délégation du Patriarcat de Moscou au Conseil œcuménique des Eglises à New-Dehli en déclarait 20.000. Ces deux chiffres sont probablement exagérés, bien que, dès la fin de la guerre, des églises se soient ouvertes à travers tout le pays. Dix ans après la paix accordée à l'Eglise, durant toute l'année 1955 on a pu relever dans le *Journal du Pa-*

triarcat de Moscou l'ouverture au culte de plus de 50 églises (38). Mais devant ce développement, le pouvoir s'est repris et, en 1960, *Est et Ouest* (n° 185, 16-31 décembre 1960) publiait une note sur la fermeture d'églises dans plusieurs centres importants de l'U.R.S.S. Relevons à titre d'exemple qu'à Léninegrad, pour plus de 3 millions d'habitants, il n'y avait que 8 églises ; 8 également à Kiev, pour plus d'un million.

La lutte contre l'Eglise a repris dans les années 60. En 1962, le peintre Glasounov élevait une protestation contre la destruction du patrimoine artistique représenté par des églises d'autant de plusieurs siècles (voir *Possev*, 15 avril 1962). Il ne fut pas le seul à protester, mais le nombre de lieux de culte diminua rapidement. En 1964, « *Radio-Liberté* » (Munich) annonçait que dans tout le diocèse d'Orenbourg, peuplé d'un million et demi d'habitants sur une surface

(33) En 1979, le Père Basile a écrit au Conseil des Eglises aux Etats-Unis demandant une intervention en sa faveur. De son côté, sa femme écrivit au Pape sollicitant en termes pathétiques son intervention en faveur de son mari.

(34) *Est et Ouest* fut un des premiers à en parler en 1974. Voir n° 537, du 1^{er}-15 octobre 1974. Cette étude était entièrement rédigée quand fut connu le « reniement » du Père Doudko. Nous avons ajouté une note sur ce sujet à la fin de ce travail.

(35) Voir « *L'arrestation du Père D. Doudko* » par G. Daix dans « *L'Homme Nouveau* », n° 757 du 3 février 1980, et, du même, « *Un contestataire tous azimuts* » dans *l'Aurore* du 5 novembre 1979.

(36) Le Centre Orthodoxe d'Information (46, rue Abel Vacher, 92190 Meudon) a publié et diffusé un premier document du Père Gleb en 1965, et sa lettre au patriarche Dimitri en 1978.

(37) Voir *Possev*, n° de mai 1980.

(38) Fichier du Centre Orthodoxe d'Information, Meudon.

de 23.000 km² (soit près de 6 départements français), il n'y avait plus que TROIS églises ouvertes au culte. En 1966, le « *Manuel de l'athéisme* », dans son chapitre consacré à l'Eglise orthodoxe russe, indiquait qu'elle avait 7.500 églises. C'est ce dernier chiffre qu'annonce le pouvoir aujourd'hui, mais les études et calculs faits par G. Rahr (39) l'ont amené à fixer le nombre de lieux de culte à 5.700 ou 5.800.

Fait caractéristique : 53 % des églises sont implantées sur les territoires des pays incorporés à l'Union soviétique après la Deuxième Guerre mondiale. La moitié de ces églises, soit le quart de toutes les églises orthodoxes ouvertes au culte en Russie, sont des églises prises aux catholiques uniates.

D'autre part, 26 % des églises se trouvent sur les territoires occupés durant la guerre par les armées allemandes ou l'armée roumaine. Presque toutes ces églises furent réouvertes et restaurées avec l'accord et même l'aide des armées d'occupation (40).

Enfin, le restant, près de 21 %, soit environ 1.200 églises, se trouvent à l'est de la ligne extrême du front. Ainsi, dans le diocèse de Moukatchevo (occupé après la guerre), on trouve un lieu de culte pour 2.000 fidèles ; dans les diocèses de Minsk et Kiev, une église pour 20.000 ; dans le diocèse de Moscou, une pour 100.000, et, en Sibérie, en Extrême-Orient, dans le nord de la Russie d'Europe (exemple, Arkhangelsk), une église ouverte dessert 400.000 fidèles. Ces moyennes sont naturellement approximatives. Par exemple, à Novosibirsk, pour un million et demi d'habitants il n'y a actuellement qu'UNE église ; à Kouibishev (anciennement Samara, sur la Volga), deux églises pour un million d'habitants ; à Jaroslavl, une petite église pour un million (41).

Fin 1979, trois Américains, qu'on ne peut considérer comme des spécialistes des questions religieuses, mais qui sont des journalistes expérimentés, indiquèrent dans leur compte rendu d'un voyage en U.R.S.S., que le nombre d'églises ouvertes au culte se situait dans une fourchette très large de 4.000 à 8.500 (*Times* du 3 décembre 1979).

(39) Les études circonstanciées faites par Gleb Rahr, spécialiste des questions religieuses en U.R.S.S. avaient paru dans *Possev* (nos 3, 1973 et 1, 1974), ainsi que dans son exposé au III^e Concile général de l'Eglise orthodoxe russe en exil (Hors Frontières) à Jordanville (Etat de New York), en septembre 1973, et publié par « *Pravoslavnaia Rus* » (Russie orthodoxe), n° 21, 22, 23, 1974.

(40) « *Notes d'un missionnaire* » (en russe) par l'archiprêtre A. Ionov. Brochure, 28 pages, 4 photos. Edit. Orthodox Press Berkley Calif. U.S.A., 1952. L'archiprêtre arriva avec plusieurs prêtres de Riga en août 1941 pour assurer la vie religieuse dans les régions ouest de la Russie occupées par les Allemands.

(41) Données communiquées par A. Krasnov lors de la conférence de presse organisée par le Comité des intellectuels pour l'Europe des libertés (C.I.E.L.) à Paris, le 19 novembre 1979.

Deux constatations s'imposent :

— Le nombre calculé par G. Rahr se trouve au milieu de la fourchette américaine.

— L'ampleur de la persécution se dégage à la lecture de ces chiffres : 4.255 en 1941, quelque 20.000 dans les années 50, 5.700 à 5.800 de nos jours et cela après l'annexion de territoires libres et indépendants sur lesquels l'Eglise orthodoxe était présente et florissante.

LE CLERGÉ

Avant la Révolution, le nombre de prêtres dépassait les 100.000. En 1941, ils étaient 5.665. En 1954, les représentants du Patriarcat de Moscou déclaraient en avoir plus de 30.000. Une brochure athée officielle éditée à Léninegrad en 1962, « *Vérité sur les reliques de Pétersbourg* », indiquait que l'Eglise orthodoxe russe comptait en 1961 14.000 évêques, prêtres, diacres, moines et religieuses. On peut avancer qu'aujourd'hui le nombre de prêtres « enregistrés », c'est-à-dire ayant reçu du pouvoir le droit d'être rattachés à une paroisse et de célébrer, est de 8.500.

D'après le président du Conseil pour les affaires religieuses auprès du Conseil des ministres de l'U.R.S.S., Kouroïedov, près de 400 prêtres sortent des rangs chaque année, par décès ou incapacité de célébrer (âge, maladies), tandis que les établissements d'enseignement religieux forment une centaine de nouveaux prêtres.

On estime que pour un certain temps le Patriarcat dispose d'un corps de réserve composé de prêtres mis en disponibilité à la suite de la fermeture de leurs églises. Mais l'avenir est sombre.

LES FIDÈLES

Sur une population totale de 242 millions (1971) dont 192 millions appartiennent à des ethnies liées à l'histoire et à la culture orthodoxes, le nombre de croyants orthodoxes est officiellement déclaré comme étant de 30 millions. Igor Chafarevitch, mathématicien, membre correspondant de l'Académie des Sciences, lauréat du Prix Lénine, collaborateur de l'académicien Sakharov au sein du Comité pour la défense des droits de l'homme, présenta en 1971 un rapport très complet (42) sur la situation de l'Eglise orthodoxe en U.R.S.S. Ayant compulsé avec une rigueur de mathématicien de très nombreux documents, ouvrages et articles, il déclarait : « Nous trouvons qu'en U.R.S.S. il y a *plus de 70 millions d'orthodoxes* (souligné par Chafarevitch)... Ce chiffre ne peut donner une image très exacte... Mais il peut servir à une grossière

(42) « *La Législation sur la religion en U.R.S.S.* ». Rapport au Comité des Droits de l'Homme par I. Chafarevitch. Edit. en français par *Le Seuil*, Paris, 1974, vol. de 126 pages et références, à 80 documents. (Voir pages 66-67).

estimation de l'ordre de grandeur du nombre de croyants ». G. Rahr et l'Action orthodoxe (Genève), toujours par extrapolation, avancent un nombre approximatif de 115 millions.

LA VIE MONASTIQUE

Le monachisme occupe une place très importante dans la spiritualité de l'Eglise orthodoxe. La vitalité et le degré de la spiritualité d'une Eglise locale se mesure par le nombre de ses monastères et de ses moines. L'Eglise russe avait, en 1914, 550 monastères avec 21.330 moines et 475 monastères avec 73.899 religieuses. En 1941, on annonçait l'existence de 38 monastères d'hommes et de femmes (43). En mars 1954, l'archevêque Hermogène, exarque du Patriarcat de Moscou en Amérique, déclarait à New-York que 70 monastères fonctionnaient en U.R.S.S. Ce chiffre est probable, car il y en a actuellement 19 d'après Kouroïedov (44) ou 16 selon le Père Yakouline: Or, « Radio Liberty Research » publiait, le 20 mai 1976, une liste de 47 monastères fermés au cours des 25 dernières années. A quelques unités près, nous retrouvons le nombre de couvents de sept dizaines au début des années 50.

Ces chiffres — 1.025 en 1914, 70 en 1950 et 16 aujourd'hui — démontrent eux aussi l'ampleur de la persécution. Ajoutons à titre de comparaison que l'Eglise orthodoxe russe hors frontières, dont les fidèles sont des émigrés et descendants d'émigrés (au total quelques centaines de mille), a de par le monde 20 monastères ou ermitages.

FERMETURES

Il faut s'attendre à de nouvelles fermetures. A. Krasnov signalait en juin 1978 que le monastère féminin de Gorodetz (près de Rovno) s'était vu confisquer ses jardins et potagers. De plus, il a été officiellement notifié à la Mère

supérieure Nathalie que dorénavant il n'y aurait plus « d'enregistrement » de novices. Au monastère de Zolotonocha, on a interdit de procéder aux réparations de l'église et, par mesure de sécurité, on a interdit d'y célébrer. Pour les offices, les religieuses sont obligées de se rendre dans une étroite izba (45).

L'affaire du monastère des Grottes, à Kiev, mérite d'être mentionnée. Haut-lieu de la spiritualité russe, premier monastère de la Russie chrétienne, il fut fondé en 1051. Il comptait des églises du XI^e et XII^e siècles. Il fut fermé en 1930. Réouvert sous l'occupation allemande, en 1942, il compta 87 moines, en grande majorité des jeunes. En décembre 1960, le monastère fut fermé et les moines transférés à Potchaïev. En 1977, douze anciens moines de Kiev, soutenus par les croyants et un groupements de jeunes de cette ville, adressèrent aux autorités une demande de réouverture du monastère. A ce jour, le monastère est toujours fermé (46).

Le Père Gleb indique que, s'il existe une législation concernant l'ouverture et « l'enregistrement » d'une paroisse, « il n'y a aucun texte juridique qui prévoit l'ouverture de monastères ». Ils sont « régis par une ordonnance du Conseil des ministres, qui rattache tous les monastères au Patriarcat de Moscou », Ainsi, la demande officielle d'ouverture d'un monastère doit être déposée par le Patriarcat, lequel « n'a jamais encore fait de démarches pour faire rouvrir la Laure des Grottes à Kiev ».

La grande majorité des églises sont dans les régions ouest de l'Union soviétique. Les monastères, eux, sont tous dans ces régions, territoires occupés par les Allemands durant la guerre ou territoires naguère libres et annexés par l'U.R.S.S. après la guerre. « Le monastère de Zagorsk, près de Moscou, est le monastère géographiquement le plus oriental de notre pays : à l'est de Moscou, il n'en existe pas un seul ».

b. - LES FIDELES

La Deuxième Guerre mondiale avec ses conséquences — déportation de la population russe en Allemagne et en France, les camps de personnes déplacées (c'est-à-dire de ceux qui se refusaient à rentrer en U.R.S.S. à la fin de la guerre) — a permis de rencontrer des Russes dont le monde occidental était coupé depuis la fin de la guerre civile. De ces rencontres et contacts, l'Occident a appris que la foi restait vivante, que des jeunes, nés après la révolution ou bien encore enfants en 1917, croyaient en

Dieu, étaient baptisés, connaissaient les offices et savaient souffrir pour leur foi. *Est et Ouest* avait, en 1957 (47), consacré un article à ce sujet. Nous avons traité ce sujet aussi dans *Itinéraires* (n° 90, février 1965). Il y était exposé, références à l'appui, que cette foi était vivante dans toutes les couches sociales de la population et cité quelques noms de « confesseurs » (48) et

(45) « *La Pensée russe* », Paris, n° 3210, du 29 juin 1978.

(46) Voir Possev, n° 7, 1978, *Catacombes*, n° 75 de décembre 1977, et « *Situation de la Laure des Grottes de Kiev* » (en russe) dans *Pensée russe*, n° 3247 du 15 mars 1979.

(47) *Est et Ouest*, n° 185 du 16-31 décembre 1957.

(48) Rappelons qu'un « confesseur » est « celui qui, durant la persécution avait confessé le nom de Jésus-Christ jusqu'à subir le martyre, mais sans en mourir » (Littré).

(43) Notes, études et documents. *La Documentation française*. Edit. Présidence du Conseil Paris, n° 1931 du 9 octobre 1954.

(44) D'après « *L'Eglise et la Religion en U.R.S.S.* », par V. Kouroïedov. Edit. Novosti. Moscou 1977 (voir page 28).

martyrs pour la foi. Au cours de la dernière décennie, de nombreux périodiques ont consacré des pages à décrire la vie religieuse en U.R.S.S. et ont parlé d'une renaissance spirituelle en Russie. Il nous semble, d'après ce que nous avons décrit il y a vingt-cinq ans, qu'il s'agit non d'une renaissance proprement dite, mais d'un éclairage nouveau qui a révélé à l'Occident la vie des citoyens soviétiques. Le « rideau de fer » est devenu perméable — diplomates, hommes d'affaire, techniciens, journalistes, touristes et même des parents d'Occident vont et viennent à travers le « rideau de fer ». Nombreux parmi ceux qui se rendent en U.R.S.S. sont orthodoxes et parlent couramment le russe et, de ce fait, ils sont aptes à comprendre ce qu'ils voient et entendent, sans même chercher spécialement à découvrir quoi que ce soit. Par contre coup, les croyants soviétiques on put se faire entendre. Enfin, il y a eu ces dernières années les dissidents expulsés. Ces dissidents étaient de toutes conditions, de tout âge et, en majorité, orthodoxes. Il y a eu même parmi eux des prêtres.

Le Père Gleb Yakounine a fait remarquer dans son rapport que, pendant la période du culte de la personnalité, le K.G.B. pouvait facilement réduire au silence tout homme qui allait à contre courant. « Lors de la période krouchtchévienne, cela était devenu impossible ». Les croyants commencèrent à élever la voix, à exiger des églises, à exiger de la hiérarchie qu'elle fasse son devoir en prenant leur défense. Les croyants se mirent à envoyer en Occident des appels au secours et des descriptions de ce qu'ils subissaient, malgré « la légalité socialiste ». Les appels étaient adressés et expédiés souvent officiellement par lettres recommandées avec accusé de réception à ceux qui semblaient aux fidèles soviétiques comme devant naturellement prendre leur défense : le Conseil œcuménique des Eglises de Genève, les primats des diverses confessions chrétiennes, les chefs d'Etat. Et ces appels étaient signés et continuent de l'être : prénoms, noms, professions et adresses figurent sous les textes.

LETTRES OUVERTES

La liste de ces lettres occuperait de nombreuses pages ; nous n'en mentionnerons que quelques-unes.

La première, émanant des chrétiens orthodoxes de Potchaïev, est parvenue à Paris en novembre 1962. Elle était adressée à Nikita Khrouchtchev et au « président des Relations ecclésiastiques extérieures des Etats-Unis d'Amérique ». Cette présidence n'existe pas aux Etats-Unis, mais elle existe en U.R.S.S. : d'où le libellé (49). Communiquée à la presse par les

(49) On voit ici combien les sujets de l'Etat soviétique sont tenus dans l'ignorance des institutions politiques des pays du monde libre (C. H.).

soins de la délégation du N.T.S. à Paris, la lettre fut signalée par quelques quotidiens parisiens.

En 1964, venant toujours de Potchaïev, nous avons reçu quatre documents et plusieurs photographies montrant des religieux qui avaient subi des sévices, ou des dégradations de locaux du monastère. Ces documents furent présentés à la presse internationale par les soins de Mgr Antony, archevêque de l'Eglise russe hors frontières à Genève, en décembre 1964, et largement cités par toute la presse européenne et américaine.

En 1965, parurent les lettres des Pères Nicolas Elischman et Gleb Yakounine, tous deux curés de paroisses de Moscou, au Presidium du Soviet suprême de l'U.R.S.S., au Patriarche et à tous les évêques (50). Nous avons eu les lettres de Talantov (en 1963, 1967, 1968), des douze croyants de Kirov (1967), d'un séminariste (1967). En mai 1969, le Centre orthodoxe d'Information communiquait à la presse le texte d'une lettre des fidèles de Gorki (anciennement Nijni Novgorod), réclamant l'ouverture d'une église dans la ville, signée d'une centaine de personnes (51). Comme la réclamation n'a pas eu de suite favorable et malgré les « ennuis » subis par certains signataires, les fidèles de Gorki remirent, en 1977, aux correspondants de presse étrangers à Moscou le texte de leur réclamation cette fois signée de près de 2.000 personnes (52).

Soljénitsyne écrivit au patriarche Pimen sa lettre du Grand Carême. Anatole Krasnov fit parvenir en Occident ses écrits... Des artistes peintres protestèrent contre l'interdiction d'exposer certaines œuvres considérées comme étant de la propagande religieuse. En 1978, le Comité de défense des droits des croyants diffusa le texte d'une lettre au patriarche orthodoxe de Constantinople, Dimitry (53), dont la presse parisienne publia une analyse. En 1979, nous avons reçu un « appel du séminaire religieux et philosophique de Moscou à la jeunesse chrétienne de l'Occident », une « adresse à l'opinion chrétienne mondiale » signée par les membres du Comité chrétien pour la défense des droits des croyants en U.R.S.S. (Moscou, novembre 1979), une lettre à des catholiques d'Occident (novembre 1979), une lettre à la rédaction de *La Croix* (54).

(50) Voir note 1.

(51) Le texte intégral a paru dans *La Documentation Catholique*, n° 1542 du 15 juin 1969.

(52) *International Herald Tribune* du 5 septembre 1977, *La Croix*, *L'Homme Nouveau*.

(53) Ce texte traduit en français avait été diffusé parmi la presse française par les soins du Centre Orthodoxe d'Information.

(54) Textes en français dans *Plamias*, op. cité n° 54, mai 1980. Voir aussi *Catacombes*, n° 105, juin 1980, qui donne les textes des tous derniers appels.

Il y a eu de nombreuses lettres du Père Dimitri Doudko et d'autres personnes qui écrivent à des organismes de secours aux persécutés œuvrant en Occident (A.C.E.R. en France, Action orthodoxe dans tout le monde libre). Nous parvenons également des manuscrits d'œuvres souvent importantes, dont celles du Père Doudko (55). La censure est incapable d'arrêter ce flot des écrits qui va dans les deux sens. Et le monde occidental encore libre ne peut plus prétexter de son ignorance pour expliquer qu'il apporte si peu d'aide aux victimes de la persécution.

UN MARTYR

Citons le cas typique de Boris Talantov. Né en 1903 à Kostroma, Boris Talantov est le fils d'un prêtre qui trouva la mort avec un autre fils en déportation. Professeur de mathématiques supérieures, Boris Talantov perdit sa chaire en 1954 à cause de ses opinions religieuses. En 1958, il fut publiquement déclaré « ennemi du peuple » pour avoir envoyé à la *Pravda* un article protestant contre les illégalités du pouvoir. En 1960, il écrivit à la revue *Sciences et Religion* pour réfuter les mensonges de la propagande anti-religieuse. En 1963, 1966, 1967, il multiplia ses articles et lettres ouvertes au patriarche Alexis et à tous les fidèles, aux *Izvestia*, au Samizdat, insistant sur le fait qu'on ne peut défendre l'Église par le mensonge. Il lutta ouvertement pour la liberté de conscience, contre les poursuites de ceux qui « pensent autrement » (les dissidents), contre l'existence du Goulag. Arrêté plusieurs fois, il le sera pour la dernière fois le 12 juin 1970, jugé le 1^{er} septembre et condamné à deux ans d'internement dans un camp. Malade et âgé, se rendant compte qu'il ne survivrait pas au régime des camps, il confirma devant le tribunal sa foi et dit adieu à tous ses parents et amis. Il mourut le 4 janvier 1971 à l'hôpital de la prison. Un mois plus tôt, il avait écrit : « Je reste fort spirituellement et j'accepte avec reconnaissance toutes les amères épreuves que Dieu m'envoie » (56).

Autre forme de la lutte pour la foi : le Samizdat, c'est-à-dire « édition spontanée » ou « édition par soi-même ».

LE SAMIZDAT

Comment se procurer les textes religieux fondamentaux ? La Bible est introuvable. Force est d'avoir recours au marché noir ou à la littérature clandestine. Le Samizdat est une nécessité. Par ce canal sont reproduits les prières, les

(55) Le bulletin des éditions du Seuil, mai-juin 1980, n° 229, annonce la réédition de « *L'espérance qui est en nous* », du Père Doudko, vol. 272 pages, paru en russe en 1974.

Sur le Père Doudko, voir encadré à la fin de cette étude.

(56) « L'Action orthodoxe » (Genève), présidée par Mgr Antony, archevêque de l'Europe occidentale de l'Église Russe Hors Frontières a édité et diffusé une circulaire concernant Talantov.

cantiques, les partitions, le tout recopié à la main ; mais aussi les textes les plus essentiels : la Bible, les livres de spiritualité et de philosophie religieuse. Ce courant de recherches donna naissance aux cercles d'études ou « séminaires », tel celui fondé à Léninegrad par I. Ogourtsov — emprisonné pour cela depuis plus de dix ans —, tel celui de Moscou dont les membres ont été dernièrement emprisonnés. On y étudiait les Pères de l'Église, les penseurs et les saints russes, ainsi que la philosophie religieuse de l'Occident. « Le Samizdat encourage les chrétiens en publiant et diffusant les protestations et des documents ».

Garder chez soi, diffuser ces textes expose non seulement à la confiscation, mais à l'inculpation pour activité anti-soviétique. C'est accepter le risque de la Croix... « Les artisans du Samizdat religieux ont besoin de l'aide matérielle et de la prière » (57). Cette soif de bibles, d'œuvres des Pères ou de vies des saints est caractérisée par le fait que, lors des Jeux Olympiques d'hiver, en 1976, un stand installé en face du village olympique exposant et distribuant ces œuvres a vu partir en quelques heures près de 5.000 exemplaires (58).

On constate donc :

— un retour à la foi à la suite d'un désenchantement et de la désillusion du matérialisme et du marxisme ;

— ce retour a pris un caractère général et massif, il touche de nombreuses personnes d'un niveau culturel élevé.

Si, il y a quelques décennies, le retour ou l'adhésion à l'Église était imputable à l'influence des « grand'mères » (les grand'mères ont sauvé la foi en Russie, disait-on), actuellement on y vient individuellement, personnellement. Cela comporte, d'une part, un approfondissement de la foi, mais, d'autre part, une absence de liens avec les traditions et les coutumes.

(57) Voir article de Hélène Zamoyska, « *L'importance du Samizdat* » dans *Catacombes*, n° 104, mai 1980.

(58) Le n° 105, juin 1980 de *Catacombes*, comporte plusieurs articles dont celui du professeur J.G.H. Hoffmann sur « *La pénurie de la Bible en U.R.S.S.* », ou de F. Goguel, « *Un pays où la Bible est pourchassée* ».

EST & OUEST

Abonnement annuel — France : 80 F.

Etranger : 119 F.

Marché commun : 100 F.

Supplément avion : + 36 F.

est édité par

Le Centre d'Archives et de Documentation

86, boulevard Haussmann - Paris 8°

C.C.P. PARIS 8477-17

c. - L'ÉGLISE ORTHODOXE CLANDESTINE OU « DES CATACOMBES »

Est et Ouest fut une des rares publications de langue française à consacrer des pages à l'Église des Catacombes, c'est-à-dire à une Église qui se dit la « véritable Église orthodoxe russe », une Église qui s'est détachée de l'Église officielle considérée comme étant une Église assermentée (59). Notre lecteur français comprendra cette Église « véritablement orthodoxe » en se rapportant à son histoire nationale lorsque, sous la Révolution, les non-assermentés étaient noyés dans la Loire ou exécutés en masse.

Rappelons brièvement les faits.

ORIGINES

Le 18 janvier 1918, le patriarche Tikhon, régulièrement élu par le Concile pan-russe, signait un mandement contresigné par le Concile, par lequel l'anathème était porté contre le communisme (60). Le patriarche Tikhon meurt probablement d'une mort violente, en 1925. Avant sa mort, il désigne trois noms de prélats devant devenir, l'un ou l'autre, celui qui sera libre, « gardien du trône patriarcal », la convocation d'un Concile s'avérant à cette époque impossible. Les trois prélats furent arrêtés et déportés, et ce fut le métropolite Serge, théologien distingué mais de caractère instable, ayant versé dans le schisme de « l'Église rénovée » puis revenu de ses erreurs, qui prit le titre et la charge de « gardien du trône ». Arrêté, détenu, rapidement libéré, il publia dans les *Isvestia* du 29 juillet 1927 une lettre pastorale de soumission au pouvoir établi et d'adhésion à la politique de ce pouvoir. Cette lettre, à peine connue, provoqua immédiatement de nombreuses protestations, tant de hiérarques les plus connus et en vue, que de professeurs, de nombreuses personnalités universitaires, de militants. Suppléé de revenir sur sa décision, le métropolite Serge persista, et des évêques, des diocèses et des paroisses déclarèrent rompre la communion avec lui.

La nouvelle Église, opposée à la politique de l'Église officielle, mena pendant deux ans une existence semi-officielle. Son centre était Pétrograd et son primat le métropolite de Pétrograd, Joseph. En 1930, le bras séculier s'abatit sur ceux qui s'opposaient au métropolite Serge. Mgr Joseph et ses prêtres furent fusillés. Devant la persécution, le mouvement entra dans la clandestinité. Jusqu'à la guerre, la presse soviétique cita à plusieurs reprises la découverte par « les organes » de la Sécurité de « joséphistes », prêtres itinérants, fidèles clandestins de chapelles clandestines. Après la guerre, les témoignages concernant l'Église véritablement orthodoxe furent nombreux. Les « guides » et « aide-mémoires » de l'athée parlèrent « d'adeptes

du patriarche Tikhon » ; la presse cita des cas de découvertes d'orthodoxes clandestins, des diplomates en poste en U.R.S.S. ou d'autres Occidentaux témoignent de l'existence de cette Église ; des Juifs, revenus de déportation, en parlent dans leurs mémoires ; enfin, il y a eu les témoignages de la troisième vague d'émigration russe — des « dissidents ». Citons quelques-uns de ceux qui sont venus à notre connaissance ces dernières années.

EXEMPLES

Le jeune Hermann Hartfeld, né en 1942, d'origine allemande, baptiste de confession, et interné deux fois pour son activité parmi les baptistes, a pu, grâce à son origine allemande, quitter l'U.R.S.S. pour l'Allemagne fédérale en 1974. Il raconte dans ses mémoires (61) sa rencontre entre deux internements avec un certain Prochkine, évêque de la vraie Église orthodoxe, lequel, après trente ans de réclusion, poursuivait dans la clandestinité son œuvre missionnaire.

Dimitri Panine, qui a passé seize ans dans les camps sibériens, en France depuis 1972, affirma aux Informateurs religieux de Paris l'existence de cette Église clandestine, selon lui très importante.

Témoignage de Talantov sur la cellule clandestine à Kirov.

Témoignage de A. Krasnov qui, dans ces écrits, cite des cas concrets.

Enfin, le 10 juin 1980, des quotidiens de Paris signalèrent l'arrestation d'Ignace Lapkine, fils spirituel du Père D. Doudko, pour ses relations avec l'Église des vrais chrétiens orthodoxes.

RAPPROCHEMENT

Il semble qu'actuellement la frontière entre l'Église officielle et l'Église véritablement orthodoxe ne soit plus aussi nette qu'elle l'était. Les Pères Doudko et Yakounine, tout en appartenant à l'Église officielle dont ils reconnaissent les décisions — même illégales (mutations sans

(59) *Est et Ouest*, n° 304 de juillet 1963, 347 de septembre 1965, 580 d'octobre 1976. Signalons aussi nos articles dans *Exil et Liberté*, n° de mars 1955, et *Tant qu'il lait Jour* de septembre 1970.

(60) C'est à ce mondemment que se réfère l'exposé des buts poursuivis, et de l'orientation des recherches du séminaire de la jeunesse de Moscou organisé par Ogorodnikov. Voir « *Combats pour la foi en U.R.S.S.* », par Bernadette Morand. Edit. Mame, 1979. L'ouvrage consacre 60 pages à l'Église orthodoxe et cite de nombreux documents de plus grand intérêt.

(61) Hermann Hartfeld. « *Victimes triomphants par la foi* », édition des Catacombes, Courbevoie 1977. Vol. de 298 pages, 23 × 15,5. Concernant Prochkine, voir chapitre 10.

motifs avoués, interdictions de célébrer) —, n'ont-ils pas, de fait, un pied dans cette vraie Eglise ? Les membres des séminaires sauvages ne sont-ils pas de fait membres de cette Eglise ?

Traitant de l'Eglise clandestine, le Père Gleb Yakounine regrette que sa hiérarchie n'ait pas été dans le passé suffisamment active et prévoyante et qu'elle n'ait pas préparé un grand nombre d'évêques clandestins. Comme il semble qu'elle n'a pas plus d'évêques, le Père Gleb exprime l'avis qu'il faut chercher une protection d'une quelconque Eglise locale libre. Il n'est pas le seul à penser ainsi. Nous recevons des lettres de prêtres de l'Eglise officielle et de l'Eglise véritablement orthodoxe sollicitant la protection de l'Eglise orthodoxe russe hors frontières. Cette requête pose un problème d'ordre canonique et pratique absolument nouveau, très difficile à résoudre. Des spécialistes juristes et historiens l'étudient. Le fait est que des prêtres

en U.R.S.S. savent et comprennent qu'un prêtre n'est prêtre qu'en union, sous l'omophorion (62) d'un évêque. Or, nous avons indiqué qu'il semble qu'il n'y ait plus d'évêques dans la vraie Eglise orthodoxe. Et des prêtres nous exposent leur cas de conscience : des fidèles demandent à ces prêtres des offices, des sacrements, et la hiérarchie officielle leur interdit de répondre à ces demandes. De là leur requête : « accordez-nous le droit d'asile religieux correspondant au droit d'asile politique » ; « permettez-nous de faire mention lors des offices de notre évêque, Mgr..., de ce Mgr membre d'une Eglise orthodoxe libre et vivant dans un pays non communiste ». Mais comment « couvrir » un prêtre dont on n'a que des lettres qu'on ne connaît pas personnellement et qu'on est dans l'impossibilité de diriger systématiquement ? De tous les problèmes, c'est certes le plus douloureux.

d. - LA PERSECUTION

On a parlé du renouveau de la persécution. En fait, elle n'a jamais cessé. Mais on peut parler d'une recrudescence de la lutte anti-religieuse qui s'explique par le fait que les croyants se permettent de parler, et de plus en plus haut. Le pouvoir constate que les conférences anti-religieuses, les articles, l'enseignement athéiste à tous les échelons n'arrivent pas à endiguer la foi. Il en vient à estimer que l'arme la plus efficace reste la terreur, le Goulag, les menaces, les vexations auxquelles on soumet les croyants. A toutes ces mesures est venu s'ajouter, depuis les années 1960-1970, l'internement psychiatrique.

Evêques, prêtres, séminaristes, religieux, les jeunes qui cherchent la foi ou qui désirent l'approfondir, les fidèles désireux de prier dans une église et de recevoir des sacrements, tous voient se dresser devant eux un pouvoir tenant en mains des armes de répression auxquelles il semble humainement impossible de s'opposer, et pourtant ceux qui ont la foi s'y opposent.

Pour comprendre où et comment les chrétiens trouvent une parade à ces armes, il faut se reporter aux vies des martyrs des premiers siècles de la chrétienté et, de nos jours, à « *L'Archipel du Goulag* » de Soljénitsyne. Dans cette œuvre, primordiale pour comprendre la vie en U.R.S.S. en général et la vie religieuse en particulier, Soljénitsyne relate (pages 139-140 de la première édition russe) quelques réponses de croyants : « Vous craignez bien vos chefs, vous avez peur l'un de l'autre... et moi je n'ai peur de rien... Même tout de suite chez le Seigneur » (réponse d'une vieille femme). Et parlant de lui-même : « En entrant en prison... il faut se dire... à partir d'aujourd'hui mon corps m'est inutile, il ne m'est plus rien. Seuls mon esprit et ma conscience me restent chers et

importants ». Et c'est ainsi que, sans théologiens pleins de savoir, le peuple russe a surmonté et surmonte plus de soixante ans de persécutions ouvertes, sanglantes, mais aussi perfides et sournoises.

Deux points offrent une importance toute particulière, car ils concernent la « relève » : le baptême et l'enseignement religieux des enfants.

LE BAPTÊME

Le mathématicien I. Chafarevitch, dans son ouvrage sur la législation religieuse en U.R.S.S. (63), se référant à la supplique des Pères Elischmann et Yakounine, ainsi qu'à la lettre ouverte des croyants de Kirov au Patriarche, indique que si les lois et instructions en vigueur en U.R.S.S. ne parlent pas du baptême, en pratique ceux qui veulent faire baptiser leurs enfants (comme ceux qui veulent se marier religieusement) doivent présenter au représentant du Conseil de l'Eglise leur passeport et, selon le cas, le certificat de mariage civil ou le certificat de naissance. La requête comportant noms, prénoms, adresses et les documents sont enregistrés et communiqués aux représentants des « organes » locaux du pouvoir. Ces derniers utiliseront le désir de recevoir un sacrement pour discréditer l'intéressé devant ses collègues de travail et ses supérieurs. Ce qui entraîne toujours des brimades pour le croyant. Elles peu-

(62) Omophorion : large bande d'étoffe, portée sur les épaules et autour du cou ; insigne caractéristique de l'évêque, correspondant à l'ancien pallium romain du Moyen-Age.

(63) « *La législation sur la religion en U.R.S.S.* », op. cité, concernant le baptême, voir pages 67 à 73.

vent aller jusqu'au licenciement en passant par une mutation, la privation des avantages prévus par la loi, l'exclusion d'un étudiant de l'université (64).

La lettre ouverte des croyants de Kirov indique que la situation d'un kolkhozien est pire... C'est que les kolkhoziens n'ont pas de passeports... et, dans de nombreuses régions, les présidents de kolkhozes et les présidents des Soviets ruraux ne les donnent pas.

L'ÉDUCATION RELIGIEUSE

Les droits de l'enfant à l'instruction religieuse ont été fermement reconnus par la « Déclaration universelle des Droits de l'Homme » (art. 18), approuvée par les Nations-Unies, dont fait partie l'U.R.S.S., le 10 décembre 1948, et la « Convention pour la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement », adoptée à Paris par la « Conférence générale de l'Organisation des Nations-Unies pour l'éducation, la science et la culture », le 15 décembre 1960. Cette convention fut ratifiée par le Présidium du Soviet suprême de l'U.R.S.S. le 2 juillet 1962. Il va de soi que le pouvoir établi en U.R.S.S. ne tient aucun compte de ces documents.

Les œuvres de Chafarevitch, de Grossu (65) montrent, textes officiels et faits concrets à l'appui, que toute l'instruction, du primaire au supérieur, entre les mains de l'Etat, est imprégnée d'athéisme. L'enfant, l'adolescent et l'étudiant, pour obtenir leurs attestations de fin d'études et leurs diplômes, sont obligés de manifester leur athéisme dans leurs rédactions, dissertations et travaux universitaires. De plus, l'enfant, l'adolescent et l'étudiant sont sévèrement engagés « dans une grande variété de formes de travail extra-scolaire : clubs et cercles de jeunes athées, conférences, entretiens, soirées, excursions, sorties culturelles au cinéma et au théâtre ».

Les enfants qui, malgré le lavage de cerveau à base d'athéisme, se disent croyants sont l'objet de diverses punitions : diminution des notes, lavages des parquets, etc... (66). La répression peut aller jusqu'à l'enlèvement des enfants à leurs parents, leur internement dans un pensionnat. Le livre de S. Grossu, « *Les enfants du Goulag* », est plein de cas de la guerre faite aux enfants, ainsi « qu'aux prêtres et pasteurs par

trop imbus d'esprit missionnaire... aux parents, considérés par le pouvoir marxiste-léniniste comme les grands responsables de toutes les manifestations « obscurantistes » de leur progéniture ». I. Chafarevitch, à la suite de son analyse des textes législatifs, écrit : « La législation établie permet... l'étude de la religion d'une façon privée exclusivement. Mais que faut-il entendre par cela ? Dans une instruction de la N.K.V.D. (actuellement K.G.B.) et des commissaires du peuple à l'Instruction publique, il est précisé que l'enseignement religieux ne peut être dispensé que par les parents à leurs propres enfants. Si l'enseignement est donné à un enfant par ses frères et sœurs ou par sa grand-mère, il tombe sous le coup de l'article 142 et est punissable par des travaux rééducatifs pendant une période pouvant aller jusqu'à un an ». Et Chafarevitch cite des cas où des parents ont été, par décision du tribunal, privés du droit parental et dont les enfants ont été enlevés et placés dans des centres d'éducation spéciaux.

Le numéro de mai 1980 du bulletin *Religion et Athéisme* cite de nombreux extraits de la presse soviétique, confirmant ce que nous venons d'exposer : « *La foi religieuse isole l'enfant de son entourage, le rend maladif, nerveux* » ; un correspondant de *la Vie rurale* constate « avec regret » qu'en effet les jeunes croyants sont brimés et injuriés publiquement par les instituteurs des écoles ; qu'un directeur d'école menaçait une fille de 15 ans « *de la fusiller pour ses croyances religieuses...* » ; qu'effectivement, les enfants qui croient en Dieu « voient leurs devoirs mal notés », par exemple « une rédaction sans une seule faute reçoit une note au-dessous de passable » (67).

Le gouvernement soviétique développe inlassablement et à fond les moyens de séduction, de persuasion, d'intimidation et de coercition afin d'empêcher le travail éducatif de la famille chrétienne et l'influence de l'Eglise sur les âmes enfantines. Pour Andreï Sakharov : « *L'une des formes les plus barbares de la répression, c'est certainement la persécution des enfants des familles chrétiennes dont le comble est le retrait des enfants à leurs parents pour les préserver d'une « funeste » éducation religieuse* ».

« En U.R.S.S., Hérode poursuit le massacre des innocents. Les enfants pleurent en Union soviétique » (68). Mais il semble que l'Occident dans son bien-être matériel soit insensible à ces pleurs.

Alexandre TROUBNIKOFF,
archiprêtre,
Directeur
du Centre orthodoxe d'information.

(64) Voir *Catacombes*, n° 93, juin 1979, page 10, « *Les parents chrétiens face aux lois en U.R.S.S.* », d'après des documents parvenus d'U.R.S.S.

(65) Voir « *La législation sur la religion en U.R.S.S.* » par Chafarevitch, op. cité, pages 73 à 87. *Catacombes*, op. cité, n° 93, consacré à cette question, « *Les enfants du Goulag* » par Sergiu Grossu. Edit. France - Empire, Paris 1978. Volume de 256 pages. Voir en particulier la deuxième partie consacrée à l'Univers de l'Ecole. « *L'aujourd'hui des droits de l'homme* », par Guy Aurenche. Editeur Nouvelle Cité, Paris 1980 ; ouvrage comportant une bibliographie et en annexes les textes des principales conventions internationales.

(66) *Catacombes*, op. cité, n° 93, voir page 7.

(67) *Religion et Athéisme*, op. cité, n° 5 (153), pages 8 à 10.

(68) Avant-propos de S. Grossu dans son ouvrage « *Les enfants du Goulag* », op. cité.

LE « RENIEMENT » DU PERE DOUDKO

Notre article était achevé lorsque parvint la nouvelle du « reniement » du Père Dimitri Doudko. Le vendredi 20 juin, il apparut à la télévision et déclara que non seulement il rejetait tout ce qu'il avait fait et dit, mais aussi que sa lutte contre l'athéisme n'était en fait qu'un combat contre l'autorité soviétique. Il reniait ses articles et ses livres, qu'il jugeait calomnieux, et, en tant qu'auteur, interdisait leur publication. Il avait compris qu'il avait été arrêté en janvier 1980 non pour sa foi, mais « pour des activités anti-soviétiques... pour des actes criminels ».

Le lendemain, les « *Isvestia* » reproduisait la déclaration en précisant qu'une enquête au sujet du Père Doudko, accusé de contacts criminels avec des organisations anti-soviétiques étrangères, était en cours.

Un mois plus tard, le 21 juillet, *Tass* diffusa le texte d'une lettre du Père Dimitri au Patriarche Pimen. Il y exprimait à nouveau son regret pour ses activités antisoviétiques, pour avoir « causé des malheurs à tous les croyants et à la patrie... », et il demandait humblement pardon pour toutes ses erreurs.

Dès que le « reniement » fut connu en Occident, Mgr Antony, archevêque de l'Europe Occidentale de l'Eglise Russe Hors frontières (en exil) rédigea un communiqué déclarant :

« Tout ce que le Père Dimitri Doudko a fait, dit et écrit avant son arrestation est juste et exact, ce dont nous lui serons toujours reconnaissant. Sur ce qui s'est passé ces jours-ci, nous ne pouvons pas, même si nous le voulions, porter un jugement, ne serait-ce qu'à cause de notre ignorance de toutes les contingences. Mais il est certain que le reniement de soi-même extorqué au Père Dimitri témoigne sous quelle oppression et dans quelles terribles conditions se trouvent, dans le pays d'athéisme militant, les pasteurs de l'Eglise et les fidèles. Prions pour le Père Dimitri — sa vie maintenant lui est encore plus pénible qu'avant ». Ce communiqué fut diffusé par la radio anglaise et la radio allemande, et nous avons appris que le Père l'a entendu, a pleuré en l'écoutant, et a remercié Monseigneur Antony. Nous avons aussi appris qu'étant actuellement en liberté provisoire, il est à peine reconnaissable, mais qu'il revient à lui.

Bien des héros et des confesseurs à travers l'histoire sont là pour témoigner qu'il est possible de supporter les pires souffrances, les pires tortures physiques sans se dédire, renier, dénoncer. Mais en cette fin du XX^e siècle, les tortionnaires disposent de techniques nouvelles, en particulier de techniques chimiques qui, sans mutilations physiques, permettent de retourner un être humain, de lui enlever sa personnalité. Il devient un « non lui », un « anti-lui-même »,

confessant, sans peut-être s'en rendre compte, le contraire de ce qu'il a toujours confessé. Comme dans les « aveux » du Cardinal Mindszenty en 1949, on a relevé dans le reniement du père Dimitri, des expressions, des tournures de phrases inhabituelles et inattendues venant de lui. De 1972 à 1979, autorités civiles et religieuses exigeaient de lui qu'il avoue « qu'il calomniait » qu'il reconnaisse que « l'Etat veillait à sa sauvegarde et prenait soin de lui », qu'il agissait contre le pouvoir soviétique (voir l'interrogatoire mené par le juge d'instruction Soloviev le 27-7-72). Or, tous ces termes sont dans le texte. Signalons aussi que se référant à un texte scripturaire, il mentionne les Evangiles alors qu'il s'agit d'une citation de l'Epître de St Paul aux Romains.

Libéré, le Père apparut à ses proches hagard, avec des yeux étranges. En 1949, lors de son procès, le cardinal Mindszenty était lui aussi apparu devant le tribunal dans un état étrange, « comme un pauvre hère, craintif, obséquieux, abondant en auto-accusations, avec un visage creusé où se perdent deux grands yeux étranges ». (« *L'Homme Nouveau* », 20 février 1949).

Nous estimons que les déclarations du Père Dimitri ont été rédigées par d'autres que lui qui sous l'effet d'un traitement, en état de « non lui », a signé et lu ce qu'on exigeait de lui depuis des années.

A. T.

Le Centre Orthodoxe d'Information a été fondé en 1951 par le Père A. Troubnikoff, grâce à l'aide d'amis français et russes des Etats-Unis. Il est actuellement soutenu par « Le Fonds d'aide à l'Eglise Orthodoxe russe hors frontières » dont le siège est à New York. Aidé par des correspondants de nombreux pays des cinq continents et grâce à des dizaines de périodiques en 8 langues, le Centre a pu constituer une cartotèque et des dossiers comportant plusieurs milliers de pièces. Le Centre a édité une revue orthodoxe en français : « *Dans l'Esprit et la Vérité* » (de 1951 à 1954), un bulletin « *Nouvelles du Monde Orthodoxe* » et des dossiers de 1955 à 1978, diffusés dans les milieux de presse, les diverses confessions, les bibliothèques, les administrations.

Le Centre a eu les honneurs de la critique soviétique. On lit dans un livre « *Les Politiciens et la Religion* » (Edit. « La Pensée », Moscou 1975. 190 pages. 25.000 ex.) : «... la diffusion de nouvelles calomnieuses sur notre pays est organisée d'une façon rationnelle. A Paris existe depuis de nombreuses années un Centre Orthodoxe d'Information dirigé par l'archiprêtre A. Troubnikoff... son but est de désinformer l'opinion publique mondiale... ». Le Centre y est décrit sur deux pages.